

Rapport financier consolidé de 2025

Foresters,
compagnie d'assurance vie

Exercice clos
le 31 décembre 2025

États financiers consolidés et notes – Table des matières

	Page
Déclaration de responsabilité de la direction en matière de présentation de l'information financière	2
Rapport de l'actuaire désignée	3
Rapport de l'auditeur indépendant	4
État consolidé du résultat global	8
État consolidé de la situation financière	9
État consolidé des variations des capitaux propres	10
Tableau consolidé des flux de trésorerie	11
Description de l'entreprise	12
Note 1 Méthodes comptables significatives	12
Note 2 Changements en matière de méthodes comptables et de communication de l'information	32
Note 3 Instruments financiers	33
Note 4 Placements pour le compte des porteurs de parts liés aux fonds distincts	38
Note 5 Immobilisations corporelles	40
Note 6 Régime d'avantages du personnel	40
Note 7 Immobilisations incorporelles	40
Note 8 Gestion des risques	41
Note 9 Autres passifs	52
Note 10 Contrats d'assurance émis et contrats de réassurance détenus	52
Note 11 Passifs relatifs aux contrats de placement - Exclusion faite des fonds distincts	71
Note 12 Gestion du capital	71
Note 13 Revenus d'honoraires et autres produits d'exploitation	73
Note 14 Charges	74
Note 15 Impôt sur le résultat	74
Note 16 Transactions entre parties liées	77
Note 17 Obligations contractuelles et engagements	78
Note 18 Passifs éventuels	80
Note 19 Principales filiales	80
Note 20 Informations comparatives	80

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION EN MATIÈRE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés ont été préparés par la direction, qui est responsable de leur intégrité, de leur objectivité et de leur fiabilité. Les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (les « normes IFRS de comptabilité »), y compris les exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), ont été appliquées, et la direction a exercé son jugement et effectué les meilleures estimations possibles quand elle l'a jugé opportun. La direction est d'avis que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de Foresters, compagnie d'assurance vie (la « société ») dans les limites raisonnables de leur importance relative.

L'établissement de l'information financière fait partie intégrante des responsabilités plus étendues que la direction assume dans le cadre des activités courantes de la société. La direction maintient un système élaboré de contrôles comptables internes conçu afin de s'assurer que les opérations sont comptabilisées de façon appropriée et en temps opportun et qu'elles sont approuvées comme il se doit en vue de permettre l'établissement d'états financiers fiables. Le caractère adéquat du système de contrôles est surveillé par un service d'audit interne.

Le conseil d'administration, par l'entremise du comité d'audit et de conformité, lequel est composé d'administrateurs qui ne sont pas des dirigeants ni des employés de la société, supervise la responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière et du système de contrôle interne.

L'actuaire désignée est nommée par le conseil d'administration pour effectuer une évaluation annuelle des provisions techniques relativement aux prestations futures. Dans le cadre de cette évaluation, l'actuaire désignée doit s'assurer que les hypothèses et les méthodes utilisées dans l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance sont conformes aux pratiques et aux exigences actuarielles reconnues. L'actuaire désignée est tenue d'indiquer si, à son avis, les passifs relatifs aux contrats d'assurance et aux contrats de placement arrêtés à la date d'établissement de l'état de la situation financière sont suffisants pour satisfaire aux obligations envers les titulaires de police. L'examen des données justificatives visant à faire une analyse juste et exhaustive de la suffisance de l'actif de la société, eu égard au total des passifs relatifs aux contrats d'assurance et aux contrats de placement, représente un élément important du travail pour l'expression de cette opinion. L'actuaire désignée doit également effectuer une analyse annuelle de la situation financière de la société et dresser un rapport à l'intention du conseil d'administration. L'analyse examine la suffisance du capital de la société en fonction de plusieurs scénarios défavorables, mais plausibles aux termes des normes de pratique pertinentes de l'Institut canadien des actuaires. Pour effectuer sa tâche, l'actuaire désignée peut prendre en considération les travaux du service d'audit interne. Le rapport de l'actuaire désignée décrit l'étendue de l'évaluation et fait état de son opinion.

La société fait appel aux comptables professionnels agréés de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., un auditeur externe, afin que ce dernier exprime une opinion sur les états financiers. La responsabilité de cet auditeur est d'effectuer un audit indépendant et objectif des états financiers consolidés conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et de rendre compte de la fidélité de la présentation des états financiers consolidés de la société selon les IFRS, y compris les exigences comptables du BSIF. Dans le cadre de son audit, l'auditeur a également recours aux travaux de l'actuaire désignée et à son rapport sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et aux contrats de placement. Le rapport de l'auditeur précise l'étendue de l'audit et fait état de son opinion.



Matthew M. Berman
Président et chef de la direction



Alvin Sharma
Directeur financier

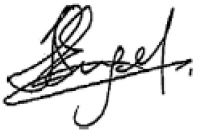
Toronto (Ontario) Canada
Le 18 février 2026

RAPPORT DE L'ACTUAIRE DÉSIGNÉE

Aux titulaires de police et à l'actionnaire de Foresters, compagnie d'assurance vie

J'ai évalué le passif des polices de Foresters, compagnie d'assurance vie, dans ses états financiers consolidés préparés conformément aux Normes internationales d'information financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

À mon avis, le montant du passif des polices est approprié à cette fin. L'évaluation est conforme à la pratique actuarielle reconnue au Canada et les résultats sont fidèlement présentés dans les états financiers consolidés.



Trudy Engel
Fellow, Institut canadien des actuaires

Toronto (Ontario) Canada
Le 18 février 2026



Rapport de l'auditeur indépendant

Au conseil d'administration de Foresters, compagnie d'assurance vie

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Foresters, compagnie d'assurance vie et de sa filiale (collectivement, la « Société ») au 31 décembre 2025, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (les « normes IFRS de comptabilité »).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- l'état consolidé du résultat global pour l'exercice clos à cette date;
- l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025;
- l'état consolidé des variations des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date;
- le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes afférentes aux états financiers consolidés, qui comprennent les informations significatives sur les méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
PwC Tower, 18 York Street, bureau 2500,
Toronto (Ontario) Canada M5J 0B2
Tél. : +1 416 863-1133, Téléc. : +1 416 365-8215
Téléc. courriel : ca_toronto_18_york_fax@pwc.com

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme

significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités de la Société pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Toronto (Ontario)

Le 19 février 2026

Foresters, compagnie d'assurance vie
État consolidé du résultat global
Pour les exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Note	2025	2024
Produits des activités d'assurance	10	245 657 \$	237 175 \$
Charges afférentes aux activités d'assurance	10	(218 895)	(397 377)
Recouvrement net au titre des contrats de réassurance détenus	10	(29 705)	137 027
Résultat des activités d'assurance		(2 943)	(23 175)
Revenu net (perte nette) de placement, exclusion faite du résultat des fonds distincts	3	37 240	54 983
Revenu net (perte nette) de placement lié(e) aux actifs nets des fonds distincts		2 697	2 360
Variations financières liées au passif net des fonds distincts		(2 697)	(2 360)
Résultat net des placements des fonds distincts		—	—
Rendement des placements		37 240	54 983
Produits financiers nets (charges financières nettes) afférent(e)s aux contrats d'assurance	10	(12 954)	(25 543)
Produits financiers nets (charges financières nettes) afférent(e)s aux contrats de réassurance détenus	10	5 024	7 959
Intérêt sur les passifs relatifs aux contrats de placement		(69)	(69)
Résultat financier net		29 241	37 330
Revenus d'honoraires et autres produits d'exploitation	13	201	1 129
Charges d'exploitation	14	(5 271)	(5 094)
Bénéfice (perte) avant l'impôt sur le résultat		21 228	10 190
Avantage (charge) d'impôt exigible	15	(1 716)	(3 028)
Avantage (charge) d'impôt différé	15	(4 403)	(929)
Total de l'impôt sur le résultat		(6 119)	(3 957)
Bénéfice net (perte nette)		15 109	6 233
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net</i>			
Gains (pertes) de réévaluation au titre des régimes d'avantages du personnel, moins la charge d'impôt sur le résultat de 8 \$ (3 \$ en 2024)	6	23	7
Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net		23	7
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		23	7
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL		15 132 \$	6 240 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Foresters, compagnie d'assurance vie
État consolidé de la situation financière
Au 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Note	2025	2024
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	33 175 \$	47 768 \$
Titres à court terme	3	12 020	32 156
Actifs financiers évalués à la juste valeur	3	771 071	709 732
Actifs liés aux contrats de réassurance détenus	10	914 541	904 544
Revenu de placement à recevoir		5 323	4 721
Débiteurs		9 161	737
Immobilisations corporelles	5	43	50
Actifs d'impôt exigible	15	—	4
Actifs d'impôt différé	15	26 063	30 474
Immobilisations incorporelles	7	5 210	7 458
Placements nets pour le compte des fonds distincts	4	14 614	13 648
TOTAL DES ACTIFS		1 791 221 \$	1 751 292 \$
PASSIFS			
Passifs relatifs aux contrats d'assurance – exclusion faite des passifs nets des fonds distincts	10	1 462 063 \$	1 439 285 \$
Passifs relatifs aux contrats d'assurance – passifs nets des fonds distincts	10	14 614	13 648
Total des passifs relatifs aux contrats d'assurance		1 476 677	1 452 933
Passifs liés aux contrats de réassurance détenus	10	2	2
Passifs d'impôt exigibles	15	547	—
Autres passifs	9	648	176
Obligations au titre des avantages du personnel	6	192	244
Passifs relatifs aux contrats de placement - exclusion faite des passifs nets des fonds distincts	11	5 504	5 418
TOTAL DES PASSIFS		1 483 570	1 458 773
CAPITAUX PROPRES			
Capitaux propres attribuables aux titulaires de police avec participation		995	956
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire			
Actions ordinaires	12	50 000	50 000
Surplus d'apport	12	316 964	316 964
Résultats non distribués		(58 941)	(74 011)
Cumul des autres éléments du résultat global		(1 367)	(1 390)
		306 656	291 563
		307 651	292 519
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES			
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		1 791 221 \$	1 751 292 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Matthew M. Berman
Président et chef de la direction



Daniel John Fortin
Président du conseil

Foresters, compagnie d'assurance vie
État consolidé des variations des capitaux propres
Pour les exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Titulaires de police avec participation	Capitaux propres attribuables à l'actionnaire					Total des capitaux propres
		Actions ordinaires	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global – Profits (pertes) de réévaluation au titre des régimes d'avantages du personnel	Total des capitaux propres attribuables à l'actionnaire	
Solde au 1^{er} janvier 2024	1 190	50 000	316 964	(80 478)	(1 397)	285 089	286 279
Bénéfice net (perte nette)	(234)	—	—	6 467	—	6 467	6 233
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	7	7	7
Résultat global total pour la période	(234)	—	—	6 467	7	6 474	6 240
Apport de capital	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 décembre 2024	956	50 000	316 964	(74 011)	(1 390)	291 563	292 519
Bénéfice net (perte nette)	39	—	—	15 070	—	15 070	15 109
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	23	23	23
Résultat global total pour la période	39	—	—	15 070	23	15 093	15 132
Solde au 31 décembre 2025	995 \$	50 000 \$	316 964 \$	(58 941) \$	(1 367) \$	306 656 \$	307 651 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Foresters, compagnie d'assurance vie
Tableau consolidé des flux de trésorerie
Pour les exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	2025	2024
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette)	15 109 \$	6 233 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 319	2 295
Augmentation (diminution) des contrats d'assurance, montant net – exclusion faite des fonds distincts	22 778	187 275
(Augmentation) diminution des contrats de réassurance détenus, montant net	(9 997)	(198 989)
Augmentation (diminution) des contrats de placement, montant net	86	(89)
(Profits nets réalisés et latents) pertes nettes réalisées et latentes sur les placements financiers et les dérivés	(5 895)	(22 683)
Charge (produit) d'impôt différé	4 403	929
Variation des autres actifs et des autres passifs, montant net	(9 005)	(12 848)
Augmentation (diminution) attribuable aux activités d'exploitation	4 689	(44 110)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Placements vendus ou échus		
Obligations	589 605	646 094
Titres à court terme	499 508	419 826
Titres de participation	24 775	6 143
Placements acquis		
Obligations	(654 690)	(630 134)
Titres à court terme	(478 988)	(445 960)
Titres de participation	(14 601)	—
Autres éléments, montant net	—	18 663
Augmentation (diminution) attribuable aux activités d'investissement	(34 391)	14 632
Augmentation nette (diminution nette) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(14 593)	(23 245)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à l'ouverture de l'exercice	47 768	71 013
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la clôture de l'exercice	33 175 \$	47 768 \$
La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des éléments suivants :		
Trésorerie	33 175 \$	47 767 \$
Équivalents de trésorerie	—	1
	33 175 \$	47 768 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des (remboursements)	2 391	3 407
Produits d'intérêts reçus	23 604	22 026
Revenus de dividendes reçus	3 272	3 431

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Description de l'entreprise

Foresters, compagnie d'assurance vie (la « société »), est une société d'assurance vie par actions et une filiale entièrement détenue de L'Ordre Indépendant des Forestiers (la « Financière Foresters ») depuis sa démutualisation le 2 avril 2008. La société, y compris sa filiale, offre notamment des produits d'assurance vie, d'assurance accident et maladie, et de rentes collectives, produits qui sont offerts partout au Canada.

La société a entrepris ses activités au Canada en 1898. Elle a été constituée sous le régime de la *Loi sur les sociétés d'assurances du Canada* (la « Loi ») et elle est régie par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »). Le siège social de la société est situé au 789, route Don Mills, Toronto (Ontario) M3C 1T9 Canada.

1. MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

La société a appliqué les méthodes comptables suivantes d'une manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés.

1.1 Mode de présentation

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (les « normes IFRS de comptabilité »).

Le conseil d'administration a approuvé la publication des présents états financiers consolidés le 18 février 2026.

b) Base d'évaluation

Les soldes clés dans les présents états financiers consolidés ont été dressés chaque date de clôture sur la base d'évaluation présentée ci-après :

<u>Élément</u>	<u>Base d'évaluation</u>
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVPBRN »)	Juste valeur
Contrats d'assurance et de réassurance détenus	Valeur actuelle, comme l'exige IFRS 17
Contrats de placement	Coût amorti
Autres actifs non financiers ayant subi une perte de valeur	Valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité

La juste valeur s'entend du montant qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre les intervenants du marché à la date d'évaluation. Cette définition s'applique à tous les actifs et passifs évalués à la juste valeur à l'exception des provisions pour dépréciation calculées à partir de la valeur utilisée pour établir le montant recouvrable de l'actif.

c) Monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle

Les présents états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de la société.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

d) Estimations comptables critiques et recours aux jugements

La préparation d'états financiers consolidés requiert de la direction qu'elle formule des estimations, porte des jugements et pose des hypothèses sous-jacentes qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée.

Les éléments à l'égard desquels l'utilisation d'estimations et d'hypothèses a le plus d'incidence sont les suivants:

Élément qui requiert l'exercice du jugement	Applicable à la société
Contrats d'assurance émis et contrats de réassurance détenus	Le classement des contrats d'assurance émis et des contrats de réassurance détenus, y compris l'évaluation visant à savoir si le contrat transfère un risque d'assurance important [note 10].
	La détermination visant à savoir si le contrat correspond à un « contrat d'assurance direct avec participation » [note 10].
	- Le niveau de regroupement des contrats d'assurance, y compris l'identification des portefeuilles et la détermination des groupes de contrats qui sont déficitaires à la comptabilisation initiale et de ceux qui ne présentent pas un risque important de devenir déficitaires ultérieurement [note 10]. - Le choix des unités de couverture et l'amortissement de la marge sur services contractuels [note 10]. - La méthode utilisée pour l'ajustement au titre du risque non financier et le niveau de confiance souhaité [note 10].
Impôt	La comptabilisation des actifs d'impôt différé et la disponibilité de bénéfices imposables futurs pour lesquels des pertes fiscales reportées en avant peuvent être utilisées [note 15].

Estimations et hypothèses	Applicables à la société
Actifs financiers	La détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Principalement en ce qui concerne les instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif et qui sont déterminés à l'aide de techniques d'évaluation [note 3].
Contrats d'assurance émis et contrats de réassurance détenus	- L'évaluation des contrats d'assurance, y compris les flux de trésorerie futurs, l'ajustement au titre du risque non financier, les taux d'actualisation, les composants investissement, la marge sur services contractuels, la pondération des prestations fournies par la couverture d'assurance en vertu d'un contrat et les dépenses déductibles [note 10]. - Mortalité, longévité, morbidité et déchéance [note 10].
Autres	L'évaluation des actifs et des passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi [note 6].
	L'évaluation des actifs d'impôt différé et la disponibilité des bénéfices imposables futurs pour lesquels des pertes fiscales reportées en avant peuvent être utilisées [note 15].

L'utilisation d'estimations, de jugements et d'hypothèses fait l'objet d'une analyse plus détaillée dans les notes pertinentes afférentes aux présents états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1.2 Méthode de consolidation

Les présents états financiers consolidés comprennent les résultats d'exploitation et la situation financière de toutes les entités contrôlées par la société ou par ses filiales. Un contrôle survient lorsque la société ou une de ses filiales a le pouvoir de diriger les activités qui ont une incidence considérable sur les rendements, l'exposition ou les droits à des rendements variables en fonction de la performance de la filiale et la capacité de recourir à ce pouvoir pour influencer les rendements. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date du transfert de contrôle à la société jusqu'à la date où ce contrôle prend fin. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées, au besoin, afin qu'elles cadrent avec celles adoptées par le groupe. Les transactions intragroupes sont éliminées lors de la consolidation. La liste des filiales principales de la société est présentée à la note 19.

1.3 Monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle pertinente à la date de transaction. Les transactions de la société en monnaie étrangère sont peu nombreuses.

1.4 Actifs financiers et passifs financiers

Le tableau suivant et les notes qui l'accompagnent expliquent les catégories de classement et d'évaluation pour chaque catégorie d'actifs financiers et de passifs financiers de la société.

Trésorerie, équivalents de trésorerie et titres à court terme	JVPBRN
Obligations	JVPBRN
Titres de participation	JVPBRN
Autres actifs investis	JVPBRN
Dérivés	JVPBRN
Placements pour le compte des porteurs de parts liés aux fonds distincts	JVPBRN
Contrats de placement non liés à des parts	Coût amorti
Autres passifs	Coût amorti
Débiteurs et créditeurs	Coût amorti

a) Comptabilisation et évaluation initiale

Tous les instruments financiers (y compris les achats et les ventes normalisés d'actifs financiers) sont comptabilisés à la date de négociation, qui correspond à la date à laquelle la société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Tous les instruments financiers sont initialement évalués à la juste valeur majorée, dans le cas d'un actif financier ou d'un passif financier qui n'est pas évalué à la JVPBRN, des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission.

b) Actifs investis – Classement et évaluation

Classement

Au moment de la comptabilisation initiale, un actif financier est classé comme étant évalué à la JVPBRN ou au coût amorti en fonction du modèle économique selon lequel il est géré et des caractéristiques inhérentes à ses flux de trésorerie. Les actifs financiers ne sont pas reclassés après leur comptabilisation initiale, à moins que la société ne change son modèle économique en matière de gestion des actifs financiers, auquel cas tous les actifs financiers touchés par ce changement sont reclassés le premier jour de la première période de présentation de l'information financière suivant le changement de modèle économique.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Un actif financier est évalué au coût amorti s'il répond aux deux conditions suivantes et qu'il n'est pas désigné à la JVPBRN :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Tous les actifs financiers qui ne sont pas classés comme étant évalués au coût amorti, comme il est décrit ci-dessus, sont évalués à la JVPBRN.

À la comptabilisation initiale, la société peut désigner irrévocablement un actif financier comme étant évalué à la JVPBRN, qui par ailleurs répond aux exigences de l'évaluation au coût amorti, si cette désignation élimine ou réduit sensiblement une non-concordance comptable qui autrement aurait lieu.

Évaluation du modèle économique

La société évalue l'objectif du modèle économique dans lequel s'inscrit un actif financier pour chaque portefeuille d'actifs financiers, car il s'agit de la meilleure façon de rendre compte de la manière dont est gérée l'entreprise et de l'information qui est fournie à la direction.

Évaluations quant à savoir si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts

Aux fins de cette évaluation, le principal correspond à la juste valeur de l'actif financier lors de la comptabilisation initiale. Cependant, le principal peut changer au fil du temps, par exemple s'il y a des remboursements de principal. Les intérêts correspondent à la contrepartie pour la valeur temps de l'argent, pour le risque de crédit associé au principal restant dû pendant une durée donnée, et pour d'autres risques et frais qui se rattachent à un prêt de base (p. ex., le risque de liquidité et les charges administratives), de même que pour une marge bénéficiaire.

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts, la société examine les modalités contractuelles de l'instrument. Il s'agit notamment d'évaluer si l'actif financier est assorti de modalités contractuelles qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels de telle sorte qu'il ne remplirait pas cette condition.

Un remboursement anticipé satisfait à l'exigence voulant qu'il soit destiné uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts si le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents, ce qui peut comprendre une somme raisonnable pour compenser la résiliation avant terme du contrat. En outre, dans le cas d'un actif financier acquis à prime ou à escompte par rapport à sa valeur nominale contractuelle, une caractéristique qui permet ou exige le remboursement anticipé d'un montant qui représente essentiellement la valeur nominale contractuelle et les intérêts contractuels accumulés (mais impayés), ce qui peut comprendre une somme raisonnable pour compenser la résiliation avant terme du contrat, est considérée comme étant conforme à ce critère si la juste valeur du remboursement anticipé est négligeable à la comptabilisation initiale.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La société a déterminé que tous ses actifs financiers investis sont détenus selon un modèle de type détention aux fins de la perception et de la vente. Dans le cas des actifs financiers investis couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et aux contrats de placement et le surplus, la société a choisi d'utiliser l'option de la juste valeur afin de réduire la non-concordance comptable entre l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et aux contrats de placement. Par conséquent, tous les actifs financiers investis sont classés comme étant évalués à la JVPBRN.

Évaluation après la comptabilisation initiale

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes de fonds en caisse, les dépôts de nuit et les titres à revenu fixe très liquides dont les échéances initiales sont de trois mois ou moins. La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie se rapproche de leur juste valeur.

Titres à court terme

Les titres à court terme comprennent les effets et le papier commercial, comptabilisés à la JVPBRN, et des placements hautement liquides dont les échéances initiales sont de plus de trois mois, mais de moins de un an. La valeur comptable des titres à court terme se rapproche de leur juste valeur.

Obligations

Les obligations sont désignées comme étant évaluées à la JVPBRN. La juste valeur des obligations émises dans le public est déterminée selon les cours acheteurs moyens du marché. En ce qui concerne les obligations non émises dans le public, la juste valeur est déterminée selon une approche axée sur les flux de trésorerie actualisés, méthode qui tient compte des provisions au titre du risque de crédit et des échéances prévues des titres.

Les variations de la juste valeur des obligations évaluées à la JVPBRN sont comptabilisées à titre de revenu net (perte nette) de placement, un composant du bénéfice net de l'état consolidé du résultat global.

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à la JVPBRN par défaut. La juste valeur des titres émis dans le public est déterminée selon les cours de clôture du marché. En ce qui concerne les titres non émis dans le public, la juste valeur est évaluée selon les cours établis par des courtiers ou de récentes opérations de placement similaires. Les coûts de transaction liés aux titres de participation à la JVPBRN sont passés en charges. Les revenus de dividendes et les profits (pertes) de change sont comptabilisés à la date ex-dividende dans l'état consolidé du résultat global.

Autres actifs investis

Sociétés en commandite

Les sociétés en commandite classées comme des actifs évalués à la JVPBRN sont comptabilisées à la juste valeur. La société n'exerce pas de contrôle conjoint et n'a pas d'influence notable sur ces sociétés en commandite. La juste valeur est fondée sur la valeur liquidative du placement lorsque la société est un commanditaire. Les profits réalisés ou les pertes réalisées à la vente et les variations des profits latents (pertes latentes) sont comptabilisés à titre de revenu net (perte nette) de placement, un composant du bénéfice net de l'état consolidé du résultat global.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Capitaux d'amorçage des fonds distincts

Les capitaux d'amorçage représentent le placement initial de la société dans ses fonds distincts et sont évalués à la juste valeur. La juste valeur est fondée sur la valeur liquidative du fonds de placement distinct. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le bénéfice net (la perte nette).

Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés dans le revenu net (la perte nette) de placement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'actif financier de manière à obtenir la valeur comptable brute de l'actif financier.

Le coût amorti d'un actif financier correspond au montant auquel l'actif financier est évalué à la comptabilisation initiale diminué des remboursements de principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif de tout écart entre le montant initial et le montant à l'échéance, et est ajusté pour tenir compte des corrections de valeur pour perte.

c) Décomptabilisation

La société décomptabilise un actif investi seulement si les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'instrument arrivent à expiration, ou si elle transfère la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif.

d) Perte de valeur des actifs investis

Les actifs investis autres que les actifs à la JVPBRN sont soumis individuellement à un test de dépréciation tous les trimestres. La société tient compte de divers facteurs dans l'évaluation des pertes de valeur, notamment la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, les conditions défavorables propres à un secteur ou à une région, une baisse notable et prolongée de la juste valeur sous le coût d'un actif, une faillite ou une défaillance de l'émetteur ou un défaut de paiement des intérêts ou du capital. Les placements sont réputés avoir subi une perte de valeur lorsqu'il n'y a plus d'assurance raisonnable quant au recouvrement ultime du montant total du capital et des intérêts au moment opportun.

Les actifs à la JVPBRN sont comptabilisés à la juste valeur, et toute variation réalisée et latente des profits et des pertes est comptabilisée dans le bénéfice net; par conséquent, aucune autre décision relative à la dépréciation n'est requise.

e) Revenu net (perte nette) de placement

Le revenu de placement, déduction faite des frais de placement, des profits réalisés (pertes réalisées) sur la vente de placements et des variations de la juste valeur des actifs à la JVPBRN, est comptabilisé à titre de revenu net (perte nette) de placement à l'état consolidé du résultat global.

1.5 Immobilisations corporelles

Matériel

Le matériel est composé du matériel informatique, qui est comptabilisé au coût historique diminué du cumul de l'amortissement et des pertes de valeur. Lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme déprécié et sa valeur est réduite par le biais du résultat net.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé dans les charges d'exploitation à l'état consolidé du résultat global selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif, comme suit :

Type d'actif	Durée d'utilité
Matériel informatique	De 3 à 5 ans

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Aux termes des IFRS, les actifs doivent être décomposés lorsque des composantes du matériel ont des durées d'utilité différentes et chaque composante est alors comptabilisée comme une partie distincte. Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées chaque fin d'exercice et ajustées au besoin. Tout changement d'estimation est comptabilisé au cours de la période considérée.

Dépréciation

La société passe en revue chaque date de clôture la valeur comptable de ses actifs non financiers (autres que les actifs au titre des contrats de réassurance et les actifs d'impôt différé) pour déterminer s'il existe des indices de dépréciation. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est alors estimée. Une perte de valeur sur le matériel est comptabilisée en résultat net.

1.6 Immobilisations incorporelles

a) Comptabilisation et évaluation

Logiciels

Les logiciels sont comptabilisés au coût diminué du cumul de l'amortissement et des pertes de valeur.

b) Amortissement

L'amortissement est calculé en vue de la sortie du bilan du coût de l'immobilisation incorporelle, diminué de sa valeur résiduelle estimée, selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée, et il est comptabilisé dans les charges d'exploitation à l'état consolidé du résultat global.

Les durées d'utilité estimées pour la période en cours et les périodes comparatives sont les suivantes :

Type d'actif	Durée d'utilité
Logiciels	De 1 an à 5 ans

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont passées en revue chaque date de clôture et elles sont ajustées au besoin.

c) Dépréciation

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est déterminée ne sont soumises à un test de dépréciation que lorsqu'il y a un indice de dépréciation. Les pertes de valeur sont constatées immédiatement dans le bénéfice net.

1.7 Contrats d'assurance émis et contrats de réassurance détenus

La société évalue tous les contrats d'assurance émis et les contrats de réassurance détenus au moyen du modèle général.

a) Classement

Les passifs relatifs aux contrats d'assurance comprennent les polices d'assurance vie et d'assurance maladie ainsi que les rentes viagères. Les contrats d'assurance représentent les contrats qui transfèrent un risque d'assurance important à la société. Un risque d'assurance important existe lorsque la société consent à indemniser un titulaire de contrat d'assurance ou un bénéficiaire par suite d'un événement précis, notamment un décès ou une incapacité, défavorable pour ces derniers et dont le montant et la date de versement sont incertains. Les contrats d'assurance et de réassurance exposent également la société au risque financier.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les contrats détenus par la société qui transfèrent un risque d'assurance important relatif à des contrats d'assurance sont classés comme des contrats de réassurance détenus. La société conclut des contrats de réassurance avec des réassureurs en vue d'atténuer son exposition aux pertes importantes, de gérer son capital et de réduire la volatilité de ses résultats financiers. Des limites maximales ont été fixées quant à la rétention des risques associés aux polices d'assurance vie, par gamme de produits. Les risques qui dépassent ces limites sont réassurés auprès de réassureurs de renom bien établis. La société conclut deux types d'ententes de réassurance :

- des ententes de réassurance en quote-part détenues, aux termes desquelles la société maintient un pourcentage du risque associé aux contrats d'assurance vie;
- des ententes de réassurance pour excédent de pertes, aux termes desquelles les risques dépassant les limites de rétention établies sont cédés aux réassureurs.

Les contrats de réassurance détenus ne dégagent cependant pas la société de son obligation principale envers les titulaires de police. La société pourrait subir des pertes si un réassureur ne satisfaisait pas à ses obligations.

Les contrats d'assurance peuvent être émis et les contrats de réassurance peuvent être établis par la société, ou ils peuvent être acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ou d'un transfert de contrats qui ne constitue pas une entreprise. Toutes les mentions de « contrats d'assurance » et de « contrats de réassurance » dans les présentes notes afférentes aux états financiers incluent les contrats émis, établis ou acquis par la société, sauf indication contraire.

Certains contrats conclus par la société ont la forme juridique de contrats d'assurance mais ne transfèrent pas un risque d'assurance important. Ces contrats sont classés comme des passifs financiers et appelés « contrats de placement ».

Les contrats d'assurance sont classés comme des contrats avec participation directe ou des contrats sans participation directe. Les contrats avec participation directe sont des contrats pour lesquels, au moment de la passation :

- les modalités contractuelles précisent que le titulaire a droit à une part d'un portefeuille d'éléments sous-jacents clairement défini;
- la société s'attend à verser au titulaire une somme correspondant à une part substantielle du rendement obtenu sur la juste valeur des éléments sous-jacents;
- la société s'attend à ce que toute variation des sommes à verser au titulaire soit attribuable, dans une proportion substantielle, à la variation de la juste valeur des éléments sous-jacents.

La société a recours au jugement pour évaluer si les sommes prévues à verser aux titulaires constituent une proportion substantielle de la juste valeur des éléments sous-jacents. La méthode d'évaluation des contrats d'assurance avec participation directe est appelée la méthode fondée sur les honoraires variables (« MHV »). La MHV modifie le modèle comptable d'IFRS 17 (appelé la méthode générale d'évaluation, ou « MGE ») afin d'indiquer que la contrepartie qu'une entité reçoit pour les contrats représente des honoraires variables. La société n'émet pas de contrats d'assurance auxquels s'applique la MHV.

La société n'utilise pas la méthode de la répartition des primes (« MRP ») pour évaluer les contrats d'assurance émis ou les contrats de réassurance détenus.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

b) Séparation des composants des contrats d'assurance et des contrats de réassurance

À la passation, la société sépare les composants suivants d'un contrat d'assurance ou de réassurance et les comptabilise comme s'ils étaient des instruments financiers autonomes :

- les dérivés incorporés du contrat dont les caractéristiques économiques et les risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte, et dont les modalités ne correspondraient pas à la définition d'un contrat d'assurance ou de réassurance en tant qu'instrument autonome;
- les composants investissement distincts, exclusion faite des contrats de placement avec participation discrétionnaire, c'est-à-dire des composants investissement qui ne sont pas interreliés de façon importante aux composants assurance et pour lesquels les contrats ayant des modalités équivalentes sont vendus, ou pourraient être vendus, séparément dans le même marché ou le même territoire. Les composants investissement non séparés sont comptabilisés en tant que composants investissement non distincts des contrats d'assurance.

Après avoir séparé les composants instrument financier, la société sépare toute promesse de fournir au titulaire des biens distincts ou des services distincts autres que des services prévus au contrat d'assurance, et les comptabilise en tant que contrats séparés conclus avec des clients (elle ne les comptabilise pas en tant que contrats d'assurance).

Un bien ou un service est distinct si le titulaire peut tirer parti du bien ou du service pris isolément ou en combinaison avec d'autres ressources qui lui sont aisément disponibles. Un bien ou un service n'est pas distinct et est comptabilisé avec les composants assurance si les flux de trésorerie et les risques afférents au bien ou au service sont étroitement liés aux flux de trésorerie et aux risques afférents aux composants assurance du contrat, et si la société réalise un important travail d'intégration du bien ou du service et des composants assurance.

c) Niveau de regroupement

La société identifie des portefeuilles de contrats d'assurance. Chaque portefeuille est constitué de contrats qui comportent des risques similaires et qui sont gérés ensemble, et est divisé en trois groupes :

- les contrats qui, au moment de la comptabilisation initiale, sont déficitaires;
- les contrats qui, au moment de la comptabilisation initiale, n'ont pas de possibilité importante de devenir déficitaires par la suite;
- les autres contrats du portefeuille.

Pour chaque portefeuille de contrats, la société détermine le niveau approprié auquel les informations raisonnables et justifiables sont disponibles pour évaluer si ces contrats sont déficitaires à la comptabilisation initiale et si les contrats non déficitaires ont une possibilité importante de le devenir. Le niveau de granularité détermine les groupes de contrats. La société a recours à un jugement important pour déterminer le niveau de granularité auquel elle obtient les informations raisonnables et justifiables suffisantes pour conclure que tous les contrats dans un groupe sont suffisamment homogènes et seront attribués au même groupe sans effectuer une évaluation individuelle des contrats.

Chaque groupe de contrats d'assurance est ensuite divisé selon l'année d'émission. Les groupes qui en résultent représentent le niveau auquel les méthodes comptables liées à la comptabilisation et à l'évaluation sont appliquées. Les groupes sont établis à la comptabilisation initiale et leur composition n'est pas réévaluée par la suite.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les portefeuilles de contrats de réassurance détenus sont évalués aux fins du regroupement séparément des portefeuilles de contrats d'assurance émis. Appliquant les exigences du regroupement aux contrats de réassurance détenus, la société regroupe les contrats de réassurance détenus conclus au cours d'une année civile (cohortes annuelles) en groupes de i) contrats pour lesquels il y a un profit net à la comptabilisation initiale, le cas échéant; ii) contrats pour lesquels, à la comptabilisation initiale, il n'y a pas de possibilité importante qu'il y ait un profit net ultérieurement, et iii) autres contrats du portefeuille, le cas échéant.

Les contrats de réassurance détenus sont évalués selon les exigences de regroupement sur une base individuelle. La société fait le suivi de l'information de gestion interne qui reflète l'expérience passée de la performance de ces contrats. Cette information sert à établir le prix de ces contrats de manière que les contrats de réassurance détenus donnent lieu à une situation de profit net ou à une situation de coût net sans qu'il y ait une possibilité importante qu'un profit net survienne ultérieurement.

Les contrats dans un portefeuille qui seraient classés dans différents groupes seulement parce que des dispositions légales ou réglementaires restreignent la capacité pratique de la société de fixer un prix ou un niveau de prestations différents pour les titulaires ayant des caractéristiques différentes sont inclus dans le même groupe.

d) Comptabilisation

La société comptabilise un groupe de contrats d'assurance émis à compter de la première des dates suivantes :

- la date du début de la période de couverture du groupe de contrats. La période de couverture est la période pendant laquelle la société fournit une couverture pour les événements assurés, en ce qui concerne toutes les primes, compris dans le périmètre du contrat d'assurance;
- la date à laquelle le premier paiement d'un titulaire de contrat d'assurance du groupe devient exigible. S'il n'y a pas de date d'exigibilité contractuelle, la date sera celle à laquelle le premier paiement est reçu du titulaire;
- la date à laquelle des faits et des circonstances indiquent que le groupe auquel appartiendra un contrat d'assurance est déficitaire.

La société comptabilise les contrats de réassurance comme suit :

- un groupe de contrats de réassurance détenus qui fournissent une couverture proportionnelle est comptabilisé au plus tard :
 - i) au début de la période de couverture du groupe de contrats de réassurance détenus,
 - ii) au moment de la comptabilisation initiale de tout contrat sous-jacent;
- tous les autres groupes de contrats de réassurance détenus sont comptabilisés à compter du début de la période de couverture des groupes de contrats de réassurance détenus;

à moins que la société n'ait conclu le contrat de réassurance détenu au plus tard à la date à laquelle un groupe déficitaire de contrats sous-jacents est comptabilisé avant le début de la période de couverture du groupe de contrats de réassurance détenus, auquel cas le contrat de réassurance détenu est comptabilisé en même temps que le groupe de contrats d'assurance sous-jacents.

La période de couverture est la période pendant laquelle la société reçoit une couverture pour des demandes de règlement liées à des parties réassurées des contrats d'assurance sous-jacents.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Par la suite, de nouveaux contrats qui satisfont individuellement aux critères de comptabilisation à la clôture de la période de présentation de l'information financière sont ajoutés au groupe lorsqu'ils sont émis ou établis, à condition que tous les contrats du groupe soient émis ou établis au cours de la même année.

e) Périmètre du contrat

L'évaluation d'un groupe de contrats d'assurance comprend la totalité des flux de trésorerie futurs compris dans le périmètre de chaque contrat du groupe, déterminé comme suit :

Contrats d'assurance	Les flux de trésorerie sont compris dans le périmètre d'un contrat s'ils découlent de droits et d'obligations substantiels qui existent au cours de la période de présentation de l'information financière dans laquelle la société peut contraindre le titulaire de police à payer les primes ou dans laquelle elle a une obligation substantielle de lui fournir des services (y compris la couverture d'assurance et les services de placement). Une obligation substantielle de fournir des services cesse dans l'une ou l'autre des situations suivantes : • la société a la capacité pratique de réévaluer le risque posé spécifiquement par le titulaire de police et peut fixer un prix ou un niveau de prestations qui reflète intégralement les risques réévalués; • la société a la capacité pratique de réévaluer les risques posés par le portefeuille qui contient le contrat et peut fixer un prix ou un niveau de prestations qui reflète intégralement le risque posé par le portefeuille, et l'établissement du montant des primes s'étendant jusqu'à la date de réévaluation des risques ne tient pas compte des risques liés aux périodes postérieures à la date de réévaluation.
	La réévaluation des risques tient uniquement compte des risques que les titulaires de police transfèrent à la société, ce qui peut inclure les risques d'assurance et les risques financiers, mais exclut le risque de déchéance et le risque lié aux charges.
Contrats de réassurance détenus	Les flux de trésorerie sont compris dans le périmètre d'un contrat s'ils découlent de droits et d'obligations substantiels qui existent au cours de la période de présentation de l'information financière dans laquelle la société est contrainte de payer des sommes au réassureur ou qu'elle a un droit substantiel de recevoir des services du réassureur. Un droit substantiel de recevoir des services du réassureur cesse lorsque le réassureur : • a la capacité pratique de réévaluer les risques qui lui sont transférés et peut fixer un prix ou un niveau de prestations qui reflète intégralement les risques réévalués; • a un droit substantiel de résilier la couverture.

Le périmètre du contrat est réévalué chaque date de clôture pour tenir compte de l'effet que les changements de circonstances ont sur les droits et les obligations substantiels de la société et, par conséquent, il peut changer au fil du temps.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

f) Évaluation

i) Contrats d'assurance - Évaluation initiale

À la comptabilisation initiale, la société évalue un groupe de contrats d'assurance comme la somme des éléments suivants : a) les flux de trésorerie d'exécution, constitués des estimations pondérées par les probabilités des flux de trésorerie futurs, ajustés pour tenir compte de la valeur temps de l'argent et des risques financiers associés et d'un ajustement au titre du risque non financier; et b) une marge sur services contractuels.

L'évaluation des flux de trésorerie d'exécution d'un groupe de contrats d'assurance ne reflète pas le risque de non-exécution de la société.

L'ajustement au titre du risque non financier pour un groupe de contrats d'assurance est la compensation requise pour supporter l'incertitude en ce qui concerne le montant et l'échéancier des flux de trésorerie qui découle du risque non financier.

La marge sur services contractuels d'un groupe de contrats d'assurance représente le profit non acquis que la société comptabilisera à mesure qu'elle fournira les services prévus aux contrats d'assurance. À la comptabilisation initiale d'un groupe de contrats d'assurance, si le total des flux de trésorerie d'exécution, des actifs décomptabilisés relatifs aux flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition et des flux de trésorerie qui surviennent à cette date représente une entrée nette, le groupe n'est pas déficitaire. Dans ce cas, la marge sur services contractuels est évaluée comme étant le montant égal en sens contraire de l'entrée nette, ce qui n'entraîne aucun produit ni aucune charge à la comptabilisation initiale.

Si le total est une sortie nette, le groupe est considéré comme déficitaire. Dans ce cas, la sortie nette est comptabilisée comme une perte à l'état consolidé du résultat global. Un élément de perte est créé afin de représenter des pertes comptabilisées à l'état consolidé du résultat global, ce qui détermine les montants qui sont par la suite présentés comme des reprises de pertes sur les groupes déficitaires. Se reporter à la note 10.3 pour obtenir d'autres renseignements sur l'évaluation.

ii) Contrats d'assurance - Évaluation ultérieure

La valeur comptable d'un groupe de contrats d'assurance chaque date de clôture correspond à la somme du passif au titre de la couverture restante et du passif au titre des sinistres survenus. Le passif au titre de la couverture restante comprend a) les flux de trésorerie d'exécution afférents aux services qui seront fournis aux termes des contrats au cours de périodes futures, et b) la marge sur services contractuels restante à cette date. Le passif au titre des sinistres survenus est constitué des flux de trésorerie d'exécution liés aux sinistres survenus (services passés) et des charges qui n'ont pas encore été payées, y compris les sinistres qui sont survenus mais qui n'ont pas encore été déclarés.

Les flux de trésorerie d'exécution des groupes de contrats d'assurance sont évalués à la date de clôture d'après les estimations à jour des flux de trésorerie futurs, les taux d'actualisation actuels et les estimations à jour de l'ajustement au titre du risque non financier. La marge sur services contractuels de chaque groupe de contrats après la comptabilisation initiale est calculée chaque année.

iii) Contrats d'assurance sans participation directe

Les contrats sans participation directe sont évalués selon la MGE.

La valeur comptable d'une marge sur services contractuels d'un groupe à la fin de chaque année correspond à la valeur comptable au début de l'année, ajustée pour tenir compte :

- de la marge sur services contractuels des nouveaux contrats qui sont ajoutés au groupe au cours de la période;
- de l'intérêt capitalisé sur la valeur comptable de la marge sur services contractuels durant la période, évalué à l'aide des taux d'actualisation appliqués aux flux de trésorerie nominaux qui ne varient pas en fonction des rendements d'éléments sous-jacents déterminés à la comptabilisation initiale;

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- des variations des flux de trésorerie d'exécution afférents aux services futurs, sauf dans la mesure où :
 - une hausse des flux de trésorerie d'exécution excède la valeur comptable de la marge sur services contractuels, auquel cas l'excédent est comptabilisé comme une perte à l'état consolidé du résultat global et crée un élément de perte,
 - une baisse des flux de trésorerie d'exécution est attribuée à l'élément de perte, ce qui entraîne une reprise des pertes comptabilisées précédemment à l'état consolidé du résultat global;
- de l'effet des écarts de change sur la marge sur services contractuels;
- du montant comptabilisé comme des produits des activités d'assurance en raison des services prévus aux contrats d'assurance fournis au cours de la période.

Les flux de trésorerie d'exécution sont mis à jour par la société pour tenir compte des hypothèses à jour à la fin de chaque période de présentation de l'information financière selon les estimations à jour du montant et de l'échéancier des flux de trésorerie futurs et des taux d'actualisation, et de l'incertitude liée à ces éléments. La façon dont les changements dans les estimations des flux de trésorerie d'exécution sont traités dépend des estimations mises à jour :

- les changements qui visent les services rendus au cours de la période ou les services passés sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat global;
- les changements qui visent les services futurs sont comptabilisés au moyen d'un ajustement de la marge sur services contractuels ou de l'élément de perte avec le passif au titre de la couverture restante, conformément à la politique ci-après.

Les variations des flux de trésorerie d'exécution afférents aux services futurs qui nécessitent d'ajuster la marge sur services contractuels, évalués selon des taux d'actualisation arrêtés, comprennent ce qui suit :

- les ajustements liés à l'expérience découlant des primes reçues au cours de la période pour des services futurs et les flux de trésorerie connexes, évalués aux taux d'actualisation déterminés à la comptabilisation initiale;
- les changements dans les estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs du passif au titre de la couverture restante, évalués aux taux d'actualisation déterminés à la comptabilisation initiale, sauf pour ceux qui se rapportent aux effets de la valeur temps de l'argent, au risque financier et à leurs variations et qui sont comptabilisés au résultat global total, sans ajustement de la marge sur services contractuels;
- les écarts entre les composants investissement dont l'entité s'attendait à ce qu'ils deviennent dus au cours de la période et les composants investissement qui deviennent réellement dus au cours de la période. Ces écarts sont déterminés en comparant i) les composants investissement qui deviennent réellement dus au cours de la période, et ii) les paiements faits au cours de la période et qui étaient attendus au début de celle-ci plus les produits financiers ou charges financières d'assurance se rattachant à ces paiements attendus avant qu'ils ne deviennent dus;
- les écarts entre, d'une part, les prêts qui ont été consentis à des titulaires de certificat (titulaires de police) et dont l'entité s'attendait à ce que le remboursement devienne dû au cours de la période et, d'autre part, les prêts consentis à des titulaires de certificat dont le remboursement devient réellement dû au cours de la période. Ces écarts sont déterminés en comparant i) les prêts consentis à des titulaires de certificat dont le remboursement devient réellement dû au cours de la période, et ii) les remboursements faits au cours de la période et qui étaient attendus au début de celle-ci plus les produits financiers ou charges financières d'assurance se rattachant à ces remboursements attendus avant qu'ils ne deviennent dus;
- les variations de l'ajustement au titre du risque non financier lié aux services futurs.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les ajustements suivants ne se rapportent pas aux services futurs et ne nécessitent donc pas d'ajuster la marge sur services contractuels :

- les variations des flux de trésorerie d'exécution liés à l'effet de la valeur temps de l'argent et du risque financier et de leurs variations;
- les variations des flux de trésorerie d'exécution qui se rapportent au passif au titre des sinistres survenus;
- les ajustements liés à l'expérience qui se rapportent aux charges afférentes aux activités d'assurance (exclusion faite des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition).

En ce qui concerne les contrats de placement avec participation directe qui prévoient un pouvoir discrétionnaire quant à l'échéancier et au montant des flux de trésorerie à verser aux titulaires, les variations des flux de trésorerie discrétionnaires sont considérées comme se rapportant aux services futurs et nécessitent donc d'ajuster la marge sur services contractuels. Au moment de la passation du contrat, la société précise son engagement, les intérêts étant crédités au compte des titulaires sur la base d'un rendement d'un portefeuille d'actifs moins un écart. Les variations discrétionnaires de l'écart sur les flux de trésorerie d'exécution ont pour effet de nécessiter un ajustement de la marge sur services contractuels, tandis que l'effet des changements dans les hypothèses concernant le risque financier sur cet engagement est pris en compte dans les produits financiers ou les charges financières d'assurance. Si aucun engagement n'est spécifié, l'effet de tous les changements dans les hypothèses concernant le risque financier et des variations sur les flux de trésorerie d'exécution est comptabilisé dans les produits financiers ou les charges financières d'assurance.

iv) Contrats de réassurance détenus - Évaluation initiale

La société applique les mêmes méthodes comptables pour évaluer un groupe de contrats de réassurance, à l'exception des modifications suivantes.

La valeur comptable d'un groupe de contrats de réassurance chaque date de clôture correspond à la somme du composant de la couverture restante et du composant au titre des sinistres survenus. Le composant de la couverture restante comprend a) les flux de trésorerie d'exécution afférents aux services qui seront reçus aux termes des contrats au cours de périodes futures, et b) la marge sur services contractuels restante à cette date.

La société évalue les estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs selon des hypothèses qui cadrent avec celles utilisées pour évaluer les estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs pour les contrats d'assurance sous-jacents, et tient compte d'un ajustement au titre du risque de non-exécution du réassureur. L'incidence du risque de non-exécution du réassureur est évaluée chaque date de clôture et l'incidence des variations du risque de non-exécution est comptabilisée à l'état consolidé du résultat global.

Les contrats de réassurance proportionnelle que détient la société ont une durée illimitée mais sont résiliables dans le cas de nouvelles activités sous-jacentes si l'une ou l'autre des parties donne un préavis d'une période de 90 jours. Ainsi, la société traite ces contrats de réassurance comme une série de contrats de 90 jours qui couvrent des activités sous-jacentes à l'intérieur d'une période de 90 jours. Les estimations des flux de trésorerie futurs découlant des contrats sous-jacents émis et qui devraient être émis à l'intérieur d'une période de 90 jours sont incluses dans chaque évaluation des contrats de réassurance. L'ajustement au titre du risque non financier correspond au montant du risque transféré par la société au réassureur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

À la comptabilisation initiale, la marge sur services contractuels d'un groupe de contrats de réassurance détenus représente un coût net ou un profit net découlant de l'achat de la réassurance. Celui-ci est évalué comme étant le montant égal en sens contraire du total des flux de trésorerie d'exécution, des actifs décomptabilisés relatifs aux flux de trésorerie qui surviennent avant la comptabilisation du groupe de contrats de réassurance détenus et des flux de trésorerie qui surviennent à cette date. Cependant, si un coût net qui découle de l'achat d'une couverture de réassurance se rapporte à des événements assurés qui surviennent avant l'achat du groupe, la société comptabilise le coût immédiatement à l'état consolidé du résultat global en tant que charge.

Les contrats de réassurance ne peuvent pas être déficitaires.

v) Contrats de réassurance détenus - Évaluation ultérieure

La valeur comptable de la marge sur services contractuels à la fin de chaque année correspond à la valeur comptable au début de l'année, ajustée pour tenir compte :

- de la marge sur services contractuels des nouveaux contrats qui sont ajoutés au groupe au cours de la période;
- de l'intérêt capitalisé sur la valeur comptable de la marge sur services contractuels durant la période, évalué à l'aide des taux d'actualisation appliqués aux flux de trésorerie nominaux qui ne varient pas en fonction des rendements d'éléments sous-jacents déterminés à la comptabilisation initiale;
- des variations des flux de trésorerie d'exécution qui se rapportent aux services futurs, sauf dans la mesure où une variation découle d'une variation des flux de trésorerie d'exécution attribués à un groupe de contrats d'assurance sous-jacents qui ne nécessite pas d'ajuster la marge sur services contractuels du groupe de contrats sous-jacents, auquel cas la variation est comptabilisée à l'état consolidé du résultat global;
- de l'effet des écarts de change sur la marge sur services contractuels;
- du montant comptabilisé à l'état consolidé du résultat global en raison des services reçus au cours de la période;
- des produits comptabilisés à l'état consolidé du résultat global pour un groupe de contrats de réassurance qui fournit une couverture proportionnelle lorsqu'une perte est comptabilisée sur un groupe de contrats sous-jacents déficitaires ou lorsqu'il y a un ajout de contrats sous-jacents déficitaires à ce groupe.

g) **Décomptabilisation et modification des contrats**

La société décomptabilise les contrats lorsque l'obligation est réglée ou annulée. La société décomptabilise également un contrat si ses modalités sont modifiées d'une manière qui aurait changé considérablement la comptabilisation du contrat si les nouvelles modalités avaient toujours existé, auquel cas un nouveau contrat fondé sur les modalités modifiées est comptabilisé. Si la modification d'un contrat n'entraîne pas la décomptabilisation, la société traite les variations des flux de trésorerie causées par les modifications comme des changements dans les estimations des flux de trésorerie d'exécution.

À la décomptabilisation d'un contrat qui sort du groupe auquel il appartenait :

- les flux de trésorerie d'exécution affectés au groupe sont ajustés pour éliminer ceux qui se rapportent aux droits et aux obligations décomptabilisés;
- la marge sur services contractuels du groupe est ajustée pour tenir compte de la variation des flux de trésorerie d'exécution, sauf dans le cas où ces variations sont affectées à un élément de perte;
- le nombre d'unités de couverture liées à la couverture restante prévue est ajusté pour tenir compte des unités de couverture décomptabilisées et sorties du groupe.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Si un contrat est décomptabilisé parce qu'il est transféré à un tiers, la marge sur services contractuels est également ajustée pour tenir compte de la prime demandée par le tiers, à moins que le groupe ne soit déficitaire.

Si un contrat est décomptabilisé parce que ses modalités sont modifiées, la marge sur services contractuels est également ajustée pour tenir compte de la prime qui aurait été demandée si le groupe avait conclu un contrat selon les modalités du nouveau contrat à la date de la modification, moins toute prime supplémentaire demandée en raison de la modification. Le nouveau contrat comptabilisé est évalué en supposant que, à la date de la modification, l'émetteur a reçu la prime qu'il aurait demandée, moins toute prime supplémentaire demandée en raison de la modification.

h) Présentation

Les portefeuilles de contrats d'assurance qui représentent des actifs et ceux qui représentent des passifs, et les portefeuilles de contrats de réassurance détenus qui représentent des actifs et ceux qui représentent des passifs, sont présentés séparément dans l'état consolidé de la situation financière.

La société ventile les montants comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global entre a) le résultat des activités d'assurance, constitué des produits des activités d'assurance et des charges afférentes aux activités d'assurance, et b) les produits financiers nets (charges financières nettes).

Les produits et les charges afférents aux contrats de réassurance sont présentés séparément des produits et des charges afférents aux contrats d'assurance. Les produits et les charges afférents aux contrats de réassurance, autres que les produits financiers ou les charges financières d'assurance, sont présentés sur la base d'un montant net en tant que « charges afférentes aux contrats de réassurance, montant net » dans le résultat des activités d'assurance.

La société ventile les variations de l'ajustement au titre du risque non financier entre le résultat des activités d'assurance et les produits financiers nets (charges financières nettes).

i) Produits des activités d'assurance

À mesure que la société fournit les services prévus aux contrats d'assurance du groupe, elle réduit le passif au titre de la couverture restante et comptabilise des produits des activités d'assurance. Le montant des produits des activités d'assurance comptabilisé au cours de la période de présentation de l'information financière représente le transfert des services prévus aux contrats d'assurance à un montant qui reflète la tranche de la contrepartie de la société à laquelle elle devrait avoir droit en échange de ces services.

Les produits des activités d'assurance comprennent ce qui suit :

- Les montants liés aux variations du passif au titre de la couverture restante :
 - les demandes de règlement et les charges afférentes aux activités d'assurance engagées au cours de la période, évaluées aux montants attendus à la date d'ouverture, exception faite des éléments suivants :
 - les montants liés à l'élément de perte,
 - les remboursements de composants investissement,
 - les montants des taxes transactionnelles perçues pour le compte d'autrui,
 - les frais d'acquisition,
 - le montant relatif à l'ajustement au titre du risque non financier;
 - les variations de l'ajustement au titre du risque non financier, exception faite des éléments suivants :
 - les variations qui se rapportent à la couverture future (qui nécessitent d'ajuster la marge sur services contractuels),

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- les montants affectés à l'élément de perte,
- les variations incluses dans les produits financiers ou charges financières d'assurance;
- les montants de la marge sur services contractuels comptabilisés à l'état consolidé du résultat global pour les services fournis au cours de la période;
- les ajustements liés à l'expérience découlant des primes reçues au cours de la période pour des services passés et des services rendus au cours de la période et les flux de trésorerie connexes, tels que les flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition et les taxes sur les primes;
- le retraitement et les autres variations.
- En outre, les flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition de contrats d'assurance sont différés et amortis sur la période de couverture prévue d'un groupe de contrats. La société comptabilise le montant affecté comme des produits des activités d'assurance et un montant équivalent comme charges afférentes aux activités d'assurance.

Le montant de la marge sur services contractuels d'un groupe de contrats d'assurance qui est comptabilisé comme des produits des activités d'assurance chaque année est déterminé en définissant les unités de couverture du groupe, en répartissant la marge sur services contractuels restante à la fin de l'année (avant toute répartition) également entre chacune des unités de couverture fournies au cours de l'année et celles qui devraient être fournies dans les périodes futures, et en comptabilisant à l'état consolidé du résultat global le montant de la marge sur services contractuels réparti entre les unités de couverture fournies au cours de l'année. Le nombre d'unités de couverture correspond au volume de couverture fourni par les contrats du groupe, déterminé en considération, pour chaque contrat, du volume de prestations fourni et de la durée prévue de la couverture.

La société détermine les unités de couverture comme suit :

- pour les contrats évalués selon la MGE, les unités de couverture sont déterminées en fonction du volume de prestations fourni sur une base actualisée au moyen d'un taux arrêté pour le groupe conformément à IFRS 17 qui englobe la couverture d'assurance fournie et les services de rendement d'investissement, le cas échéant.

j) Charge afférente aux activités d'assurance

Les charges afférentes aux activités d'assurance comprennent ce qui suit :

- les sinistres survenus et les prestations, exclusion faite des composants investissement remboursés;
- les autres charges afférentes aux activités d'assurance engagées directement attribuables;
- l'amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition;
- les variations qui se rapportent aux services passés (c.-à-d. les variations des flux de trésorerie d'exécution liées au passif au titre des sinistres survenus);
- les variations qui se rapportent aux services futurs (c.-à-d. les pertes/reprises sur les groupes de contrats déficitaires découlant des variations des éléments de perte).

L'amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition est reflété dans les charges afférentes aux activités d'assurance d'un montant correspondant au recouvrement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition reflété dans les produits des activités d'assurance, comme il est décrit précédemment. Les autres charges qui ne correspondent pas aux catégories susmentionnées sont incluses dans les autres charges d'exploitation dans l'état consolidé du résultat global.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

k) Contrats déficitaires et éléments de perte

La société établit un élément de perte du passif au titre de la couverture restante pour les groupes de contrats d'assurance déficitaires. L'élément de perte détermine les montants des flux de trésorerie d'exécution qui sont ultérieurement exclus des produits des activités d'assurance lorsqu'ils surviennent. Lorsque les flux de trésorerie d'exécution se produisent, ils sont répartis entre l'élément de perte et le passif au titre de la couverture restante, exclusion faite de l'élément de perte sur une base systématique.

La base systématique est déterminée par la proportion de l'élément de perte par rapport à l'estimation du total de la valeur actualisée des sorties de trésorerie futures, majoré de l'ajustement au titre du risque non financier au début de chaque période (ou à la comptabilisation initiale si un groupe de contrats est initialement comptabilisé au cours de la période).

Les changements dans les estimations des flux de trésorerie liés aux services futurs et les variations de la quote-part de la société de la juste valeur des éléments sous-jacents sont affectés uniquement à l'élément de perte. Si l'élément de perte est ramené à zéro, tout excédent par rapport au montant affecté à l'élément de perte crée une nouvelle marge sur services contractuels pour le groupe de contrats.

Pour les groupes de contrats de réassurance détenus dont la marge sur services contractuels a été ajustée afin de compenser des pertes sur des groupes de contrats directs sous-jacents sans marge sur services contractuels, un élément de recouvrement de perte est créé.

l) Produits nets (charges nettes) lié(e)s aux contrats de réassurance détenus

La société présente la performance financière des contrats de réassurance détenus sur la base d'un montant net en tant que produits nets (charges nettes) afférent(e)s aux contrats de réassurance détenus; ce qui comprend les montants suivants :

- les sinistres recouverts et les prestations, exclusion faite des composants investissement;
- les autres charges afférentes aux activités d'assurance recouvrées directement attribuables;
- les variations qui se rapportent aux services passés (c.-à-d. les variations des flux de trésorerie d'exécution liées aux actifs au titre des sinistres survenus);
- les variations qui se rapportent à la reprise de recouvrements de pertes sur les contrats de réassurance détenus.

L'imputation des primes de réassurance payées est comptabilisée de façon semblable dans les produits des activités d'assurance. L'imputation des primes de réassurance payées au cours de la période de présentation de l'information financière représente le transfert des services reçus à un montant qui reflète la partie des primes de réassurance que la société prévoit payer en échange de ces services.

Les commissions de réassurance qui ne dépendent pas de la survenance de sinistres couverts par les contrats sous-jacents émis réduisent les primes de réassurance et sont comptabilisées dans les charges afférentes aux contrats de réassurance.

m) Fonds distincts

La valeur des contrats de fonds distincts est directement liée à la juste valeur des placements sous-jacents couvrant ces contrats. Le porteur de parts assume les risques et les avantages liés au rendement de ces placements.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La société présente l'actif net des fonds distincts et l'actif net connexe lié à des parts, dont les noms et titres appartiennent à la société, mais qui sont détenus au nom des porteurs de parts, dans un seul poste de l'état consolidé de la situation financière.

La variation de la valeur marchande de l'actif net sous-jacent des fonds distincts ainsi que le revenu de placement gagné et les charges engagées sont directement attribués aux porteurs de parts.

La société ne présente pas ces montants dans ses produits à l'état consolidé du résultat global, mais ils sont tout de même présentés à la note 4.

Les dépôts et les retraits liés aux fonds distincts viennent respectivement augmenter ou réduire le passif. Puisque les fonds distincts constituent des contrats d'assurance, la société comptabilise les produits conformément aux principes d'IFRS 17.

Le revenu de placement et les variations de la juste valeur des placements dans les fonds distincts se rapportent à une variation correspondante des passifs relatifs aux fonds distincts.

Placements nets pour le compte des porteurs de parts liés aux fonds distincts

Ces placements sont évalués à la juste valeur. Celle-ci est établie selon les cours du marché, à moins que ces cours ne soient pas disponibles, auquel cas les justes valeurs estimées sont établies par la société selon les cours de courtiers ou de récentes opérations de placement similaires.

Passifs des contrats d'assurance pour les fonds distincts

Ces passifs sont évalués à la juste valeur qui rend compte de la juste valeur de l'actif net sous-jacent, car cela élimine l'incohérence d'évaluation (c'est-à-dire une non-concordance comptable) qui résulterait autrement de l'évaluation des actifs de soutien sur une base différente. Tous les profits et pertes, y compris les variations du risque de crédit propre, sont également comptabilisés à l'état consolidé du résultat global. Certains produits de fonds distincts prévoient des garanties au décès et à l'échéance en faveur du porteur de parts. Le passif pour ces garanties est comptabilisé dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance conformément à IFRS 17.

n) Titulaires de police avec participation

Le montant comptabilisé au titre des capitaux propres des titulaires de police avec participation correspond au montant appartenant aux titulaires de police relatif à leur participation. Les montants relatifs aux droits de participation contractuels sont comptabilisés dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance.

1.8 Autres passifs

Les autres passifs se composent principalement des créiteurs et charges à payer, de la paie et des autres passifs.

1.9 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de l'exercice se compose de l'impôt exigible et de l'impôt différé. L'impôt est généralement comptabilisé à titre de charge ou de produit à l'état consolidé du résultat global, sauf s'il a trait à un élément pris en compte dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt est inscrit respectivement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres.

La charge (le recouvrement) d'impôt exigible est fondé(e) sur le bénéfice (la perte) imposable de l'exercice selon les lois fiscales et le taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés au cours de l'exercice pour chacune des entités imposables et tout ajustement à l'impôt à payer des exercices précédents.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

L'impôt différé est comptabilisé suivant la méthode du report variable, selon laquelle l'impôt devant être payé ou recouvré est fondé sur les différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs selon les IFRS et les actifs et passifs d'impôt calculés selon les réglementations des autorités fiscales pertinentes. Aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporaires liées aux placements dans des filiales, pourvu qu'il soit probable que ces différences ne se résorberont pas dans un avenir prévisible. Les différences temporaires, les pertes fiscales et le report en avant des pertes fiscales sont évalués aux taux d'impôt dont il est prévu qu'ils s'appliqueront aux différences temporaires lorsque celles-ci se résorberont, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture. Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporaires déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera, dans le futur, de bénéfices imposables nécessaires pour se prévaloir de ces éléments.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé comptabilisés est examinée à la date de l'état de la situation financière et réduite lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués chaque date de clôture et comptabilisés lorsque la réalisation probable d'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôt exigible, et si les actifs et passifs d'impôt différé concernent la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable.

1.10 Avantages du personnel

La société comptabilise les obligations découlant de certains régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi ainsi que les coûts connexes.

Les obligations nettes de la société découlant des régimes de retraite à prestations définies et d'avantages postérieurs à l'emploi sont calculées séparément selon chaque régime. Le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi que touchent les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, et les obligations sont calculées annuellement par des actuaires indépendants qui utilisent la méthode de répartition des prestations et les estimations les plus probables de la direction à l'égard des projections de salaires, de l'âge de la retraite des employés et d'autres variables, à l'exception du taux d'actualisation, qui est fonction des taux du marché.

Ces régimes ne sont pas préalablement capitalisés. Les coûts relatifs aux prestations sont portés aux charges d'exploitation et les gains et pertes actuariels sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global et à l'état consolidé des variations des capitaux propres.

1.11 Comptabilisation des produits

Se reporter à la note 1.7 pour obtenir des renseignements sur les produits des activités d'assurance et à la note 1.4 pour obtenir des renseignements sur le revenu net de placement.

1.12 Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont comptabilisés à titre de passifs à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable que la société engagera une charge future et que le montant peut être évalué de façon fiable. Si l'événement donnant lieu à l'obligation future est peu probable, mais pas impossible, ou si le montant ne peut être établi de façon fiable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

2. CHANGEMENTS EN MATIÈRE DE MÉTHODES COMPTABLES ET DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

2.1 Normes internationales d'information financière nouvelles et modifiées adoptées en 2025

En août 2023, l'IASB a modifié IAS 21 *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* afin d'ajouter des dispositions pour aider l'entité à apprécier si une monnaie est convertible en une autre monnaie et à déterminer le cours de change au comptant à utiliser lorsqu'elle ne l'est pas. L'adoption de cette modification, à compter du 1^{er} janvier 2025, n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la société.

2.2 Normes internationales d'information financière nouvelles et modifiées qui seront adoptées en 2026 ou plus tard

a) IFRS 18 *États financiers : Présentation et informations à fournir*

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 *États financiers : Présentation et informations à fournir* (« IFRS 18 »), qui remplace IAS 1 *Présentation des états financiers*. IFRS 18 établit de nouvelles exigences en matière de présentation dans l'état du résultat global et d'informations à fournir sur les mesures de la performance définies par la direction, ainsi que des principes améliorés en ce qui concerne le regroupement et la ventilation des informations financières dans les états financiers et les notes. IFRS 18 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. IFRS 18 doit être appliquée de manière rétrospective.

La société évalue actuellement l'incidence que l'adoption de ces modifications aura sur ses états financiers consolidés.

b) Modifications d'IFRS 9 *Instruments financiers* et d'IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9 *Instruments financiers* et à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*. Les modifications clarifient le moment de décomptabilisation d'un passif financier et introduisent une option de méthode comptable pour la décomptabilisation d'un passif financier réglé au moyen d'un virement électronique avant la date de règlement, si des critères précis sont respectés. Les modifications apportent également des éclaircissements sur le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques liées à des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance, et exigent la présentation d'informations supplémentaires pour certains instruments financiers. Elles s'appliquent pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026 et doivent être appliquées rétrospectivement.

La société évalue actuellement l'incidence que l'adoption de ces modifications aura sur ses états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Classement

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers.

	JVPBRN		Coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Exigence	Désignation			
31 décembre 2025	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 175	—	—	33 175	33 175
Titres à court terme	12 020	—	—	12 020	12 020
Obligations	—	657 169	—	657 169	657 169
Titres de participation	67 694	—	—	67 694	67 694
Autres actifs investis	46 208	—	—	46 208	46 208
Total des actifs financiers	159 097	657 169	—	816 266	816 266
Autres passifs	—	—	648	648	648
Passifs relatifs aux contrats de placement	—	—	5 504	5 504	5 504
Total des passifs financiers	—	—	6 152	6 152	6 152
31 décembre 2024	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 768	—	—	47 768	47 768
Titres à court terme	32 156	—	—	32 156	32 156
Obligations	—	593 770	—	593 770	593 770
Titres de participation	71 045	—	—	71 045	71 045
Autres actifs investis	44 917	—	—	44 917	44 917
Total des actifs financiers	195 886	593 770	—	789 656	789 656
Autres passifs	—	—	176	176	176
Passifs relatifs aux contrats de placement	—	—	5 418	5 418	5 418
Total des passifs financiers	—	—	5 594	5 594	5 594

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs financiers et des dérivés qui devraient être recouverts ou réglés plus de 12 mois après la date de clôture.

	2025	2024
Actifs financiers		
Évalués à la juste valeur	642 200 \$	542 155 \$

b) Hiérarchie des justes valeurs

La société utilise une hiérarchie des justes valeurs pour classer, par catégorie, les données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs financiers. Les trois niveaux sont les suivants :

Niveau 1

La juste valeur est fondée sur les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Niveau 2

La juste valeur repose sur des données observables autres que les prix du niveau 1, tels que les prix cotés d'actifs ou de passifs semblables (non identiques) sur des marchés actifs, les prix cotés d'actifs ou de passifs identiques sur des marchés inactifs, et d'autres données observables, notamment les taux d'intérêt et les courbes de rendement observables à des intervalles cotés courants, les volatilités, les écarts liés aux paiements anticipés, les risques de crédit et les taux de défaillance.

Niveau 3

La juste valeur est fondée sur des données non observables soutenues par peu ou pas d'activité sur le marché et qui influent largement sur la juste valeur des actifs ou des passifs. Les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie pour l'évaluation de la juste valeur sont initialement évalués à leur prix de transaction. Après l'évaluation initiale, la juste valeur des actifs et des passifs du niveau 3 est établie à l'aide de modèles d'évaluation, de méthodes d'actualisation des flux de trésorerie ou de techniques similaires.

Les sociétés en commandite sont évaluées sur la base de la valeur liquidative du placement lorsque la société est un commanditaire.

Pour certains actifs financiers à court terme, la valeur comptable se rapproche de la juste valeur de ces instruments et, par conséquent, aucune juste valeur distincte n'est présentée. La catégorie la plus importante quant à l'évaluation de la juste valeur comprend principalement les actifs investis, et le niveau hiérarchique est établi selon les lignes directrices ci-après :

Obligations, y compris les titres à court terme

Les obligations gouvernementales et les bons du Trésor (classés comme titres à court terme) sont évalués à l'aide de prix obtenus de fournisseurs externes (notamment des agents, des courtiers, des groupes du secteur, des services de cotation ou des organismes de réglementation) qui établissent généralement le prix d'après des cours obtenus d'un bon nombre d'intervenants du marché.

Les obligations de sociétés du niveau 1 inscrites ou négociées sur un marché hors cote sont évaluées selon les cours obtenus auprès de fournisseurs de services de cotation externes qui, en règle générale, regroupent en un prix composé les prix obtenus d'un ensemble de courtiers en placement. Lorsque le marché est moins actif, les prix fournis par certains courtiers en placement peuvent reposer sur des prix établis selon des modèles, plutôt que sur des transactions. Ces sources reposent largement sur des données de marché observables et, par conséquent, ces instruments sont classés comme étant de niveau 2 selon la hiérarchie des justes valeurs. Lorsque les prix reçus de fournisseurs de services de cotation externes reposent sur les prix établis par un seul courtier, les instruments sont classés comme étant de niveau 3.

Les autres obligations de sociétés et les titres à court terme non gouvernementaux, notamment des obligations non cotées, du papier commercial et des certificats de dépôt, sont évalués à l'aide de modèles. En ce qui concerne le papier commercial et les certificats de dépôt, le modèle tient compte de données de marché observables telles que les courbes de rendement du TIOL, les cours de change, les volatilités et les écarts liés aux contreparties. En ce qui a trait aux obligations non cotées, le modèle comprend les écarts liés au crédit obtenus de courtiers ou établis en interne. Le classement de ces instruments selon la hiérarchie des justes valeurs sera de niveau 2 ou de niveau 3, selon la nature des données sur les prix sous-jacentes utilisées pour évaluer la juste valeur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Titres de participation

Les titres cotés sont classés de niveau 1 selon la hiérarchie des justes valeurs et sont évalués d'après des prix obtenus des principales bourses, des agents, des courtiers, d'un groupe sectoriel, des services de cotation ou des organismes de réglementation. La valeur marchande correspond au cours de clôture.

Les titres non cotés sont classés au niveau 2 selon la hiérarchie des justes valeurs, et des techniques d'évaluation sont utilisées pour ces instruments, les données provenant de données du marché observables.

Le tableau suivant présente les actifs investis évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des justes valeurs :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total de la juste valeur
	\$	\$	\$	\$
31 décembre 2025				
Obligations				
Gouvernementales	—	304 857	—	304 857
De sociétés	—	352 312	—	352 312
Titres de participation	57 590	10 104	—	67 694
Autres actifs investis	—	45 746	462	46 208
Placements nets pour le compte des porteurs de parts liés aux fonds distincts	—	14 614	—	14 614
Total	57 590	727 633	462	785 685
31 décembre 2024				
Obligations				
Gouvernementales	—	288 096	—	288 096
De sociétés	—	305 674	—	305 674
Titres de participation	60 395	10 650	—	71 045
Autres actifs investis	—	44 338	579	44 917
Placements nets pour le compte des porteurs de parts liés aux fonds distincts ¹	—	13 648	—	13 648
Total	60 395	662 406	579	723 380

Le tableau suivant présente les variations des actifs investis de niveau 3 :

	JVPBRN	
	Autres actifs investis	
	2025	2024
	\$	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	579	34 973
Variations au cours de l'exercice		
Variation nette des profits latents (pertes latentes)	(117)	245
Transferts du niveau 3 au niveau 2	—	(34 639)
Solde à la clôture de l'exercice	462	579

¹ Au cours de la période de présentation de l'information financière précédente, des placements nets pour le compte des porteurs de parts liés aux fonds distincts de 11 838 \$ ont été classés au niveau 1 selon la hiérarchie des justes valeurs. La direction a déterminé que ces actifs sont évalués au moyen de données d'entrée observables autres que les prix cotés sur des marchés actifs et répondent donc aux critères du niveau 2. Ce classement a été corrigé de manière rétrospective en transférant les placements nets pour le compte des porteurs de parts liés aux fonds distincts du niveau 1 au niveau 2. Cette correction a seulement une incidence sur la présentation selon la hiérarchie des justes valeurs et n'a aucun effet sur l'évaluation des actifs, l'état consolidé du résultat global ou les capitaux propres.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Aucun transfert du niveau 3 au niveau 2 n'a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 (transferts de 34 639 \$ en 2024). Les transferts depuis le niveau 3 résultent d'hypothèses non observables non considérées comme importantes pour l'évaluation des actifs à la date de clôture, répondant ainsi aux critères du niveau 2.

Effets des données non observables sur l'évaluation de la juste valeur

La juste valeur de marché des actifs de niveau 3 vise des placements touchés par les sensibilités du marché. Les hypothèses ayant servi à évaluer la sensibilité de ces actifs aux conditions du marché visent notamment les taux d'intérêt et les taux de capitalisation sur le marché immobilier. Le tableau qui suit présente l'incidence des résultats de l'analyse sur la juste valeur des actifs de niveau 3. L'analyse a porté sur une augmentation de 1 % et une diminution de 1 % de la sensibilité connexe.

Le tableau qui suit présente l'incidence des résultats de l'analyse sur la juste valeur des fonds sous-jacents connexes aux 31 décembre :

	2025		2024	
	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
	\$	\$	\$	\$
Actifs à la JVPBRN				
Taux d'intérêt	(8)	8	(13)	13

c) Autres actifs investis

Sociétés en commandite

La société détient des placements dans des sociétés en commandite qui, à leur tour, investissent dans des actifs immobiliers, des titres d'emprunt de sociétés fermées et des titres de participation en lien avec des projets d'infrastructure. La société n'a pas la capacité d'exercer une influence notable sur ces sociétés en commandite. Les placements couvrent certains passifs relatifs à des contrats d'assurance et le surplus. Les actifs sont classés comme étant évalués à la JVPBRN et sont comptabilisés à la juste valeur. La juste valeur de ces placements au 31 décembre 2025 était de 46 208 \$ (44 917 \$ en 2024).

d) Dépréciation

Aucun placement n'a été déprécié et, par conséquent, aucune provision pour perte de valeur n'a été constituée à cet égard en 2025 ou en 2024. En 2025, la société n'a repris aucune perte de valeur sur les placements vendus au cours de l'exercice (néant en 2024).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

e) Résultat financier net

i) Rendement des placements et charges financières d'assurance

	2025			2024		
	Contrats d'assu- rance	Contrats non liés à l'assu- rance	Total	Contrats d'assu- rance	Contrats non liés à l'assu- rance	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Rendement des placements						
Revenu net (perte nette) de placement, exclusion faite du résultat des fonds distincts	22 072	15 168	37 240	35 784	19 199	54 983
Revenu net (perte nette) de placement lié(e) aux actifs nets des fonds distincts	2 697	—	2 697	2 360	—	2 360
Variations financières liées au passif net des fonds distincts	(2 697)	—	(2 697)	(2 360)	—	(2 360)
Total du rendement des placements	22 072	15 168	37 240	35 784	19 199	54 983
Charges financières nettes afférentes aux contrats d'assurance						
Intérêts capitalisés	(48 595)	—	(48 595)	(57 546)	—	(57 546)
Incidence des variations des taux d'intérêt et des changements dans les autres hypothèses financières	35 641	—	35 641	32 003	—	32 003
Total des charges financières nettes afférentes aux contrats d'assurance	(12 954)	—	(12 954)	(25 543)	—	(25 543)
Produits financiers nets afférents aux contrats de réassurance détenus						
Intérêts capitalisés	31 008	—	31 008	35 075	—	35 075
Incidence des variations des taux d'intérêt et des changements dans les autres hypothèses financières	(25 984)	—	(25 984)	(27 116)	—	(27 116)
Total des produits financiers nets afférents aux contrats de réassurance	5 024	—	5 024	7 959	—	7 959
Variation des passifs relatifs aux contrats de placement	(69)	—	(69)	(69)	—	(69)
Résultat financier net	14 073	15 168	29 241	18 131	19 199	37 330

ii) Revenu de placement par catégorie d'actif investi

Les éléments suivants du revenu de placement sont inclus dans le revenu net (la perte nette) de placement à l'état consolidé du résultat global.

Les intérêts et les dividendes (montant net) ont été tirés des sources suivantes :

	2025			2024		
	JVPBRN	Autres	Total	JVPBRN	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits d'intérêts tirés des éléments suivants :						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 800	—	1 800	3 402	—	3 402
Titres à court terme	6	—	6	2	—	2
Obligations	23 604	—	23 604	22 026	—	22 026
Avances consenties aux titulaires de certificat	—	808	808	—	755	755
	25 410	808	26 218	25 430	755	26 185
Revenu de dividendes tiré des éléments suivants :						
Titres de participation	3 272	—	3 272	3 431	—	3 431
Autres actifs investis	2 751	—	2 751	3 622	—	3 622
Moins : frais de placement	(896)	—	(896)	(938)	—	(938)
Intérêts et dividendes, montant net	30 537	808	31 345	31 545	755	32 300

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente les profits (pertes) nets réalisés sur les actifs investis au cours des exercices indiqués :

	2025	2024
	\$	\$
Obligations	2 754	3 093
Titres de participation	4 616	1 377
Autres actifs investis	—	163
Profits (pertes) nets réalisés	7 370	4 633

Le tableau suivant présente la variation nette des profits latents (pertes latentes) sur les placements évalués à la JVPBRN inscrits dans le revenu net de placement des exercices clos les 31 décembre :

	2025	2024
	\$	\$
Obligations	(4 056)	7 131
Titres de participation	1 870	10 457
Autres actifs investis	711	462
Variation nette des profits latents (pertes latentes) sur les placements à la JVPBRN	(1 475)	18 050

4. PLACEMENTS POUR LE COMPTE DES PORTEURS DE PARTS LIÉS AUX FONDS DISTINCTS

a) Actifs nets des fonds distincts

Le tableau suivant présente la répartition des actifs des fonds distincts, par catégorie d'actif et par hiérarchie des justes valeurs :

	2025			2024		
	Niveau 1	Niveau 2	Total	Niveau 1	Niveau 2	Total
Trésorerie	219	—	219	218	—	218
Titres de participation	11 747	—	11 747	10 472	—	10 472
Parts de fonds communs de placement	1 307	5 236	6 543	1 148	5 324	6 472
Autres actifs, moins les passifs	(15)	—	(15)	(214)	—	(214)
Total des actifs nets	13 258	5 236	18 494	11 624	5 324	16 948
Moins : capitaux d'amorçage des fonds distincts	(3 880)	—	(3 880)	(3 300)	—	(3 300)
Placements nets pour le compte des porteurs de parts liés aux fonds distincts	9 378	5 236	14 614	8 324	5 324	13 648

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

b) Variations des fonds distincts

Le tableau suivant présente les variations des placements pour le compte des porteurs de parts liés aux fonds distincts :

	2025 \$	2024 \$
Solde à l'ouverture de l'exercice	13 648	13 173
Ajouts au compte des porteurs de parts		
Dépôts reçus des porteurs de parts	634	283
Revenu de placement	400	406
Profits réalisés sur la vente de placements, montant net	1 013	1 452
Variation nette des profits latents sur les placements	1 782	986
	<u>3 829</u>	<u>3 127</u>
Déductions du compte des porteurs de parts		
Montants retirés ou transférés par les porteurs de parts	1 784	1 750
Honoraires de gestion et autres charges d'exploitation	499	484
	<u>2 283</u>	<u>2 234</u>
Moins : profit sur les capitaux d'amorçage des fonds distincts	<u>(580)</u>	<u>(418)</u>
Solde à la clôture de l'exercice	14 614	13 648

Les variations susmentionnées des placements détenus ont été compensées par des variations correspondantes des charges financières associées aux placements nets pour le compte des porteurs de parts liés aux fonds distincts.

c) Risques de placement associés aux fonds distincts

L'actif net des fonds distincts peut être exposé à divers risques de nature financière ou autre. Ces risques sont principalement atténués par des directives de placement activement surveillées par des gestionnaires de portefeuille professionnels et expérimentés. En outre, le risque est atténué par une compensation égale entre les passifs des contrats d'assurance et des contrats de placement résultant en une incidence nulle sur le résultat net. Les revenus de placement tirés de ces produits appartiennent aux titulaires de police. En conséquence, la société n'est pas soumise aux risques associés à ces actifs au-delà des garanties offertes sur certains produits de rentes à capital variable. Pour obtenir plus de renseignements sur les risques liés aux garanties associées aux rentes et aux fonds distincts, se reporter à la note 8.

d) Risques associés aux intérêts de la société dans des fonds distincts

La société n'a pas d'obligation contractuelle ou implicite de fournir un soutien financier autre que celui fourni en définitive pour les fonds distincts, selon lequel elle garantit qu'à l'échéance, les investisseurs ne recevront pas un montant inférieur à 75 % du capital investi. Jusqu'à présent, la société n'a pas été tenue ou ne devrait pas être tenue de fournir de soutien en vertu de cette garantie.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Matériel informatique

Le tableau qui suit présente les variations du solde relatif au matériel au cours de l'exercice :

	2025	2024
	\$	\$
Valeur comptable nette à l'ouverture de l'exercice	50	79
Entrées	64	—
Dotation aux amortissements	(71)	(29)
Valeur comptable nette à la clôture de l'exercice	43	50

6. RÉGIME D'AVANTAGES DU PERSONNEL

La société dispose d'un régime d'avantages de soins de santé postérieurs au départ à la retraite. Des évaluations actuarielles du régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite sont effectuées régulièrement à des fins comptables. Ces évaluations reposent sur le taux d'actualisation fondé sur le marché ainsi que sur les hypothèses les plus probables formulées par la direction.

La société évalue ses obligations au titre des prestations constituées au 31 décembre de chaque exercice.

Les prestations versées aux employés au titre des avantages de retraite ne sont pas capitalisées. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les obligations sont fondés sur les rendements obligataires à long terme à la date d'évaluation, lesquels sont conformes à la durée des obligations découlant du régime.

Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les avantages postérieurs à l'emploi est de 4,6 % (4,6 % en 2024).

Les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi se chiffrent à 192 \$ (244 \$ en 2024). Le coût des prestations compris dans les charges générales s'élève à 11 \$ (11 \$ en 2024). Les gains actuariels (pertes actuarielles) comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, après impôt, se sont établis à 23 \$ (7 \$ en 2024).

7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Rapprochement de la valeur comptable

	Durée d'utilité déterminée - Logiciels	
	2025	2024
	\$	\$
Valeur comptable nette à l'ouverture de l'exercice	7 458	9 160
Entrées – conçues en interne	—	564
Amortissement	(2 248)	(2 266)
Valeur comptable nette à la clôture de l'exercice	5 210	7 458

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

8. GESTION DES RISQUES

La société offre des produits et des services d'assurance qui l'exposent à une variété de risques financiers. Pour gérer ces risques, elle a mis en place des politiques précises et un cadre de tolérance aux risques qui sont approuvés par le conseil d'administration périodiquement et selon le besoin. D'autres politiques, telles que la politique de placement et la politique de gestion des produits, font indirectement partie du cadre de gestion des risques. La gestion des risques financiers de la société vise avant tout à assurer que les résultats des activités comportant un élément de risque sont conformes aux objectifs et à sa tolérance au risque et à maintenir un équilibre risques-bénéfices approprié, tout en protégeant son bilan et sa situation financière de la société contre des événements pouvant compromettre sa vigueur financière et l'exécution de ses obligations envers les titulaires de contrat.

La politique de gestion du risque de la société établit la politique et le cadre de contrôle régissant l'identification, l'évaluation, le traitement et la surveillance des risques ainsi que la communication d'informations à ce sujet. La société gère les prises de risques en regard d'une tolérance au risque globale, qui précise le montant et le type de risque qu'elle est prête à assumer. La tolérance au risque tient compte de la situation financière de la société, de sa tolérance au risque et de ses stratégies commerciales. Les mesures de la tolérance au risque financier sont définies en fonction des exigences en matière de fonds propres, de liquidité, de crédit et d'autres mesures. Des mesures distinctes de l'appétit pour le risque sont définies pour la société, comme le risque de marché, selon ce qui est jugé approprié dans le cadre du test annuel de la situation financière et de l'évaluation des risques propres et de la solvabilité.

Les principaux risques financiers liés aux instruments financiers sont le risque de crédit, le risque de marché (le risque lié aux taux d'intérêt et le risque lié aux marchés boursiers), le risque d'assurance et le risque de liquidité. Les rubriques qui suivent décrivent comment la société gère chacun de ces risques.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la société subisse une perte financière si un débiteur ou une contrepartie manque à son obligation d'effectuer des paiements à leur échéance. Une conjoncture économique chancelante qui persiste ou qui s'aggrave pourrait entraîner la défaillance ou le déclassement d'un emprunteur ou d'une contrepartie et se traduire par une augmentation des provisions ou une perte de valeur relativement aux placements du fonds général des actifs investis de la société, ainsi qu'un accroissement des provisions pour pertes sur créances futures incluses dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance.

La politique de placement approuvée par le conseil d'administration établit les politiques et les procédures en vue de gérer ce risque de crédit. Des lignes directrices précises ont été établies en vue de réduire au minimum la concentration excessive de l'actif dans une seule région, un seul secteur et une seule société, de limiter l'achat de titres à revenu fixe aux placements de première qualité, et de préciser les limites minimales et maximales à respecter relativement aux titres à revenu fixe par des cotes de qualité du crédit.

Les portefeuilles d'actifs sont surveillés sur une base continue et passés en revue régulièrement avec le comité chargé de la gestion des risques et des placements du conseil d'administration.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le risque de crédit découle également des activités de réassurance. L'incapacité ou la réticence des contreparties à la réassurance de satisfaire à leurs obligations contractuelles liées aux passifs qui leur sont cédés pourrait donner lieu à des pertes de crédit sur les contrats de réassurance détenus. La politique de gestion du risque en réassurance établit des critères de notation minimale que toutes les contreparties à la réassurance doivent satisfaire. Les ententes de réassurance sont conclues avec des contreparties dont la solidité financière AM Best est d'au moins A- (excellent), et la concentration du risque de crédit est gérée en suivant les lignes directrices approuvées annuellement par le conseil d'administration. La direction surveille régulièrement la solvabilité des réassureurs afin d'assurer la conformité aux lignes directrices.

i) Risque de crédit maximal

L'exposition maximale de la société au risque de crédit lié aux instruments financiers et aux autres actifs correspond à la valeur comptable de ces actifs, moins les provisions pour pertes.

Le risque de crédit maximal de la société s'établissait comme suit :

	2025	2024
	\$	\$
Titres à court terme	12 020	32 156
Obligations	657 169	593 770
Autres actifs investis	46 208	44 917
Revenu de placement à recevoir	5 323	4 721
Actifs liés aux contrats de réassurance détenus	914 541	904 544
Débiteurs et autres actifs	9 161	737
Risque de crédit maximal	1 644 422	1 580 845

ii) Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit proviennent de l'exposition à un seul débiteur, à un groupe de débiteurs apparentés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque de crédit similaires, comme un groupe de débiteurs exerçant leurs activités dans la même région ou dans des secteurs similaires.

La société établit les cibles et les limites de chaque portefeuille à l'échelle de l'entreprise dans le but de s'assurer que les portefeuilles de placements sont largement diversifiés en fonction des catégories d'actifs et des risques de placement individuels.

Obligations et autres titres à revenu fixe

La concentration des placements dans une seule entité émettrice ou un groupe de sociétés qui lui est lié, exception faite des titres émis par les gouvernements américain et canadien et certains gouvernements étrangers et organismes gouvernementaux, ou garantis par ceux-ci, est limitée à 5,0 % du portefeuille d'obligations. Ces limites s'appliquent aux obligations et aux autres titres à revenu fixe notés AAA-, et les limites visant les obligations à notation inférieure sont encore plus contraignantes.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau suivant détaille la valeur comptable des obligations par secteur industriel :

	2025	2024
	JVPBRN	JVPBRN
	\$	\$
Obligations émises ou garanties par :		
Gouvernement fédéral du Canada	51 894	49 114
Gouvernements provinciaux et administrations municipales du Canada	252 963	238 982
Total des obligations gouvernementales	304 857	288 096
Obligations de sociétés par secteur industriel		
Finances	191 257	153 208
Services publics et énergie	109 458	84 802
Biens industriels	18 077	22 643
Communications	17 217	21 830
Autres	7 342	14 231
Biens de consommation courante	2 337	2 362
Biens de consommation	6 624	6 598
Total des obligations de sociétés	352 312	305 674
	657 169	593 770

La notation de crédit du portefeuille d'obligations s'établissait comme suit :

	2025		2024	
Qualité des obligations	\$	%	\$	%
Qualité				
AAA	70 848	10,8	65 450	11,0
AA	260 117	39,5	247 857	41,7
A	175 976	26,8	170 908	28,8
BBB	148 415	22,6	107 821	18,2
BB et inférieure	1 813	0,3	1 734	0,3
Total des obligations	657 169	100,0	593 770	100,0

b) Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des cours boursiers. Le risque de marché comporte deux types de risques :

- risque de taux d'intérêt;
- risque lié aux marchés boursiers.

i) Risque de taux d'intérêt

Il existe un risque lié au taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas d'appariement entre les flux de trésorerie de l'actif et du passif et que les taux d'intérêt fluctuent, ce qui mène à une variation des flux de trésorerie projetés provenant de l'actif ou, dans certains cas, à une variation des flux de trésorerie provenant du passif. La société limite son exposition au risque de taux d'intérêt en ayant recours à un processus officiel pour l'appariement de l'actif et du passif, lequel comprend le regroupement de l'actif et du passif du fonds général par segment. L'actif de chaque segment est géré en fonction du passif du segment.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les produits devant procurer des prestations fixes et fortement prévisibles, les placements sont effectués dans des instruments à revenu fixe qui se rapprochent le plus possible des flux de trésorerie relatifs aux passifs et des durées. Ainsi, une protection contre la fluctuation des taux d'intérêt est obtenue, toute variation de la juste valeur des actifs étant compensée par une variation semblable de la juste valeur des passifs.

Pour les produits dont la date de versement des prestations est incertaine, la société investit dans des instruments à revenu fixe dont les flux de trésorerie sont d'une durée qui prend fin avant le versement des prestations prévues, ou dans des titres de participation, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Le risque lié à la non-concordance des durées des placements du portefeuille et des flux de trésorerie ainsi qu'à la possibilité de rachat anticipé de l'actif est quantifié et révisé périodiquement.

Aux termes d'IFRS 17, les flux de trésorerie projetés provenant des passifs sont utilisés pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Plusieurs scénarios de taux d'intérêt (qui prévoient tour à tour l'augmentation et la diminution des taux) servent à déterminer le montant approprié de la provision au titre du risque de réinvestissement ou de désinvestissement.

Une façon de mesurer le risque de taux d'intérêt consiste à déterminer l'incidence d'une augmentation ou d'une diminution immédiate de 1,0 % des taux d'intérêt sans risque sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et le surplus.

Pour les passifs relatifs aux contrats d'assurance, une baisse de 1,0 % des taux d'intérêt entraînerait une augmentation de ces passifs et des instruments financiers sous-jacents d'environ 36 925 \$ (39 554 \$ en 2024) et de 26 804 \$ (23 986 \$ en 2024), respectivement, alors qu'une augmentation de 1,0 % des taux d'intérêt se solderait par une baisse correspondante des passifs relatifs aux contrats d'assurance et des instruments financiers d'environ 30 428 \$ (31 933 \$ en 2024) et 23 345 \$ (20 919 \$ en 2024).

Pour le surplus, une baisse de 1,0 % des taux d'intérêt entraînerait une augmentation des instruments financiers d'environ 14 193 \$ (12 312 \$ en 2024), alors qu'une augmentation de 1,0 % des taux d'intérêt se solderait par une baisse des instruments financiers d'environ 12 452 \$ (10 879 \$ en 2024).

ii) Risque lié aux marchés boursiers

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance, notamment des produits à longue durée, sont couverts dans une certaine mesure par les titres de participation. Le montant de ces passifs pourrait changer de façon négligeable, puisque ceux-ci fluctuent généralement en fonction des valeurs des marchés boursiers, avec changement connexe du surplus. Une hausse de 10,0 % des marchés boursiers donnerait lieu vraisemblablement à une augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et des instruments financiers sous-jacents d'environ 39 \$ (28 \$ en 2024) et 471 \$ (527 \$ en 2024), respectivement. Une baisse de 10,0 % des marchés boursiers donnerait lieu vraisemblablement à une diminution correspondante des passifs relatifs aux contrats d'assurance et des instruments financiers d'environ 39 \$ (28 \$ en 2024) et 471 \$ (527 \$ en 2024). Les instruments financiers liés au surplus augmenteraient de néant (néant en 2024) si les marchés boursiers progressaient de 10,0 %, alors qu'ils diminueraient de néant (néant en 2024) si les marchés boursiers reculaient de 10,0 %.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Titres de participation

Les placements dans des actions ordinaires et privilégiées sont limités à respectivement 10 % et 15 % des actifs investis de la société. La totalité du portefeuille d'actions de la société est investie dans des sociétés cotées en bourse.

c) Risque d'assurance

Le risque d'assurance désigne le risque de perte découlant de résultats techniques réels différents des résultats prévus au moment de la conception et de la tarification du produit, selon les sinistres, le comportement des titulaires de police et les charges.

La société vend des produits d'assurance et de placement. Parmi ces produits, on compte des polices avec et sans participation ainsi que les produits d'assurance vie, d'assurance maladie et de rentes. Chaque produit peut être associé à quelques éventualités comme le risque de mortalité et de déchéance et le risque lié aux charges. Les hypothèses sont formulées en s'appuyant sur l'expérience de la société et du secteur, sur des données internes à jour, sur des indices boursiers externes et des indices de référence qui rendent compte des prix en vigueur et observables du marché et sur d'autres données publiées, comme il est décrit dans l'étude sur les résultats.

La société a recours à ces hypothèses pour effectuer l'évaluation initiale des passifs relatifs aux contrats d'assurance et établir le risque d'assurance. L'établissement de ces hypothèses repose beaucoup sur le jugement professionnel. Par conséquent, les résultats techniques réels peuvent s'écarter considérablement des hypothèses posées, ce qui donne lieu à l'exposition au risque d'assurance.

La société réalisera un bénéfice dans la mesure où les nouveaux résultats sont plus favorables que les prévisions en ce qui a trait à l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Au contraire, si ces résultats sont moins favorables, elle subira une perte. L'objectif de la société est de s'assurer que les passifs relatifs aux contrats d'assurance seront suffisants pour couvrir ces obligations.

Le risque de mortalité s'entend du risque que les sinistres-décès soient différents des prévisions en matière de tarification ou de la dernière évaluation des provisions techniques, ce qui aurait une incidence défavorable sur le bénéfice. Le risque comprend une mauvaise évaluation de la tarification et une détérioration des résultats découlant de toute combinaison des éléments suivants : les souscriptions limitées, l'antisélection de la part des titulaires de police ou des courtiers, ou le règlement de sinistres inadéquat.

Le risque de déchéance s'entend du risque que les taux de retrait et de déchéance soient différents des prévisions. Les déchéances supérieures aux prévisions sont souvent préjudiciables au bénéfice, particulièrement si elles surviennent avant que les coûts d'émission d'un certificat ne soient recouvrés. Les déchéances inférieures aux prévisions peuvent également réduire le bénéfice sur les polices d'assurance pourvues de garanties généreuses en matière de taux d'intérêt ou sur les certificats dont la hausse du coût des prestations d'assurance est supérieure aux charges contractuelles.

Le risque lié aux charges s'entend du risque que les frais de gestion soient supérieurs aux prévisions. Cette hausse peut découler d'une augmentation des coûts unitaires ou du taux d'inflation attribuable à la conjoncture.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La société gère le risque d'assurance à l'échelle de l'entreprise en établissant des politiques et des lignes directrices approuvées par le conseil d'administration à l'égard de la conception et de la tarification de produits, lesquelles exigent que tous les risques importants soient pris en compte au moment de la conception et de la tarification de nouveaux produits. En outre, des études sur les résultats sont réalisées annuellement, dont les conclusions sont utilisées pour mettre à jour l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et la tarification des produits existants ainsi que des nouveaux produits.

La société a également recours à la réassurance pour transférer les risques et limiter le montant des pertes sur les polices, tel qu'il est décrit dans la politique de gestion du risque en réassurance. En 2021, la société a conclu un accord de réassurance avec sa société mère, la Financière Foresters, afin de réassurer un bloc d'affaires sans participation en vigueur. Se reporter aux notes 12 et 16 pour obtenir d'autres renseignements à ce sujet.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer les passifs relatifs aux contrats d'assurance tiennent compte des facteurs de risque d'assurance, comme il est indiqué à la note 10. Tous les ans, dans le cadre de l'examen de la situation financière, la société mesure l'effet de fluctuations défavorables marquées et persistantes des facteurs de risque d'assurance sur le calcul des passifs relatifs aux contrats d'assurance, et évalue l'incidence sur les besoins en capital.

i) Principaux risques découlant des contrats d'assurance

<u>Produit</u>	<u>Principaux risques</u>	<u>Atténuation des risques</u>
Individuelle Vie	Mortalité et déchéance	Réassurance, amélioration de la souscription, surveillance des risques au moyen d'études sur les résultats, frais de rachat.
Individuelle Maladie	Morbidité	Réassurance, surveillance des risques au moyen d'études sur les résultats.
Rentes	Longévité	Ce risque est négligeable pour Foresters, car elle ne vend plus de rentes depuis plusieurs années et le volume de contrats de rentes en vigueur est peu élevé.

Les polices d'assurance vie temporaire et les polices d'assurance vie entière sans participation procurent aux titulaires un montant forfaitaire fixe payable au décès. Les polices d'assurance vie temporaire procurent une couverture à terme fixe. Les primes des polices d'assurance vie temporaire peuvent être stables ou augmenter au fil du temps (dans le cas des polices renouvelables annuellement). Les polices d'assurance vie entière sans participation procurent une couverture tout au long de la durée de vie du titulaire et une valeur de rachat après une période initiale. Les primes des polices d'assurance vie entière sans participation sont stables tout au long de la durée des contrats. Les polices d'assurance maladies graves sont similaires aux polices d'assurance vie temporaire, mais elles prévoient le versement d'un montant forfaitaire si le titulaire reçoit le diagnostic d'une maladie indiquée dans le contrat.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les contrats qui prévoient une rente fixe immédiate procurent aux titulaires des versements périodiques sur leur durée de vie ou la durée de vie des bénéficiaires additionnels, si cette période est plus longue. Le montant de chaque versement périodique est fixé au fil du temps. Les contrats qui prévoient des rentes fixes différées procurent aux titulaires un remboursement de capital majoré d'un taux d'intérêt fixe au cours de la période d'accumulation. Le titulaire a le droit de racheter le contrat au cours de la période d'accumulation et de recevoir la valeur actuelle du compte, diminuée des frais de rachat ou des ajustements liés à la valeur de marché. Le taux d'intérêt fixe est garanti pendant une période initiale. Après la période initiale, le taux d'intérêt porté au crédit des comptes des titulaires est déterminé à la discrétion de la société selon les taux d'intérêt en vigueur sur le marché, sous réserve d'un taux crédité minimal.

Un des principaux risques que présentent les polices avec participation traditionnelles est le risque lié au comportement du titulaire, en particulier le risque que les contrats soient rachetés ou que des retraits de fonds considérables soient effectués avant que suffisamment de frais n'aient été perçus pour couvrir les commissions initiales payées par Financière Foresters. Le risque est atténué par l'imposition de pénalités pour le rachat anticipé de contrats.

Les polices avec participation traditionnelles procurent aux titulaires des dividendes qui sont discrétionnaires et non garantis. Les titulaires de police avec participation reçoivent la totalité des dividendes déclarés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

ii) Analyse de sensibilité

Le tableau suivant analyse les variations des bénéfices et des capitaux propres qui auraient eu lieu si des changements liés à l'exposition au risque d'assurance raisonnablement possibles à la date de clôture étaient survenus.

Cette analyse présente les sensibilités avant et après l'atténuation des risques au moyen de la réassurance et suppose que toutes les autres variables demeurent constantes.

	Variation de la marge sur services contractuels		Variation du résultat global total		Variation du surplus	
	Montant brut \$	Montant net \$	Montant brut \$	Montant net \$	Montant brut \$	Montant net \$
2025						
Incidence défavorable d'une hausse de 1 % sur les taux de mortalité	(1 412)	(88)	(14 795)	(1 720)	(14 795)	(1 720)
Incidence défavorable d'une baisse de 1 % sur les taux de mortalité	(148)	(193)	(4)	(4)	(4)	(4)
Incidence favorable d'une hausse de 1 % sur les taux de mortalité	147	209	3	3	3	3
Incidence favorable d'une baisse de 1 % sur les taux de mortalité	1 864	89	14 555	1 705	14 555	1 705
Taux de morbidité (variation défavorable de 1 %)	—	—	—	—	—	—
Taux de morbidité (variation favorable de 1 %)	—	—	—	—	—	—
Taux de déchéance (variation favorable de 10 %)	18 688	1 455	13 018	7 699	13 018	7 699
Taux de déchéance (variation défavorable de 10 %)	(3 127)	(1 034)	(25 102)	(7 551)	(25 102)	(7 551)
Charges d'exploitation (variation favorable de 10 %)	3 875	2 283	10 067	3 436	10 067	3 436
Charges d'exploitation (variation défavorable de 10 %)	(3 861)	(2 268)	(10 081)	(3 452)	(10 081)	(3 452)
	Variation de la marge sur services contractuels		Variation du résultat global total		Variation du surplus	
	Montant brut \$	Montant net \$	Montant brut \$	Montant net \$	Montant brut \$	Montant net \$
2024						
Incidence défavorable d'une hausse de 1 % sur les taux de mortalité	(3 277)	(102)	(13 798)	(1 697)	(13 798)	(1 697)
Incidence défavorable d'une baisse de 1 % sur les taux de mortalité	(163)	(203)	(2)	(2)	(2)	(2)
Incidence favorable d'une hausse de 1 % sur les taux de mortalité	161	202	2	2	2	2
Incidence favorable d'une baisse de 1 % sur les taux de mortalité	4 794	102	12 756	1 696	12 756	1 696
Taux de morbidité (variation défavorable de 1 %)	—	—	—	—	—	—
Taux de morbidité (variation favorable de 1 %)	—	—	—	—	—	—
Taux de déchéance (variation favorable de 10 %)	22 168	1 952	13 288	7 874	13 288	7 874
Taux de déchéance (variation défavorable de 10 %)	(5 247)	(1 169)	(26 000)	(7 675)	(26 000)	(7 675)
Charges d'exploitation (variation favorable de 10 %)	6 049	2 391	9 199	3 618	9 199	3 618
Charges d'exploitation (variation défavorable de 10 %)	(5 842)	(2 378)	(9 373)	(3 635)	(9 373)	(3 635)

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les changements liés à l'exposition au risque de souscription ont principalement une incidence sur la marge sur services contractuels, le résultat global et les capitaux propres, comme il est indiqué ci-après. L'incidence sur le résultat net et le surplus est présentée déduction faite de l'impôt connexe.

- Marge sur services contractuels :
 - Les variations des flux de trésorerie d'exécution qui ne se rapportent à aucun élément de perte, autres que ceux comptabilisés en tant que produits financiers et charges financières d'assurance
- Bénéfice net (perte nette) :
 - Les variations des flux de trésorerie d'exécution qui se rapportent à des éléments de perte et les variations des flux de trésorerie d'exécution qui sont comptabilisés en tant que produits financiers et charges financières d'assurance en résultat net
- Surplus :
 - Les variations des flux de trésorerie d'exécution qui sont comptabilisés en tant que produits financiers et charges financières d'assurance dans le résultat global et l'incidence sur le résultat net

d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la société n'ait pas suffisamment de fonds disponibles pour respecter ses obligations financières lorsqu'elles arrivent à échéance. La société gère étroitement ses besoins en liquidité au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires. Cette façon de procéder assure une correspondance entre les obligations à l'égard des titulaires de police et le rendement de l'actif.

Les niveaux de liquidités d'exploitation et stratégiques sont gérés en fonction de lignes directrices établies. La société s'assure de disposer de suffisamment de liquidités sur une base quotidienne en maintenant un niveau minimal requis d'actifs hautement liquides (soit l'ensemble des placements à court terme émis par les principales banques et les gouvernements du Canada). Les liquidités stratégiques sont évaluées selon un scénario unique de simulation de crise. Le ratio de liquidité visé par la société selon ce scénario unique est de 200,0 %, un ratio qui serait amplement suffisant pour la société pour soutenir les notes les plus élevées en matière de règlement des sinistres. Ce ratio offre également une marge significative au-delà des besoins de liquidités prévus par la direction. Le ratio de liquidité de la société se définit comme étant les actifs liquides admissibles, y compris le montant disponible sur la facilité de crédit de la société. Les actifs disponibles sont réduits pour tenir compte des titres donnés en nantissement en vue de couvrir les activités liées aux instruments dérivés. Pour établir le ratio de liquidité, les actifs disponibles sont divisés par les liquidités ajustées en fonction du risque visant les passifs. Les liquidités ajustées en fonction du risque visant les passifs sont calculées en évaluant la probabilité qu'un titulaire de police rachète une police d'assurance contre un montant en trésorerie selon le scénario unique, probabilité ajustée afin de rendre compte de la capacité du titulaire de police de racheter une police en vertu des dispositions contractuelles. Avec prise d'effet pour la présentation de l'information relative aux liquidités du quatrième trimestre de 2021, Foresters a adopté la méthode de calcul conforme au plus récent modèle de S&P visant les liquidités. Aucun changement significatif n'a été apporté au ratio de liquidités de Foresters par suite de l'utilisation du modèle révisé.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente le ratio de liquidité stratégique de la société :

	2025	2024
Actifs liquides admissibles	671 866 \$	650 963 \$
Liquidités ajustées en fonction du risque visant les passifs	165 794	161 105
Ratio de liquidités	405,24 %	404,06 %

Compte tenu de l'historique de la société en matière de flux de trésorerie et de sa performance financière actuelle, la direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de la société continueront de procurer à la société les liquidités dont elle aura besoin pour s'acquitter de son service de la dette et pour payer d'autres frais.

Échéances contractuelles

Les échéances contractuelles des actifs et passifs financiers importants de la société, des passifs relatifs aux contrats d'assurance, des passifs relatifs aux contrats de placement et des placements nets pour le compte des porteurs de parts liés aux fonds distincts sont présentées aux 31 décembre.

Le tableau suivant présente une analyse des échéances des contrats d'assurance et de réassurance de la société qui reflète les dates auxquelles les flux de trésorerie, selon les meilleures estimations du passif, compte tenu de l'ajustement au titre du risque et de la marge sur services contractuels, devraient se produire. Les flux de trésorerie attendus comprennent les règlements de sinistres, les commissions, les taxes sur les primes, les dividendes des titulaires et les primes. Il s'agit d'estimations fondées sur les hypothèses les plus probables formulées par la Financière Foresters, qui différeront des flux de trésorerie réels. De plus, les flux de trésorerie attendus sont sur une base actualisée, exclusion faite des passifs nets des fonds distincts.

	Estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs						Total \$
	1 an ou moins \$	De 1 an à 2 ans \$	De 2 à 3 ans \$	De 3 à 4 ans \$	De 4 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	
31 décembre 2025							
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	10 742	6 590	12 475	17 608	22 820	1 391 828	1 462 063
Contrats de réassurance détenus	8 036	2 082	(2 317)	(6 267)	(9 869)	(906 203)	(914 538)
31 décembre 2024							
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	(9 126)	(7 568)	913	7 133	13 167	1 434 766	1 439 285
Contrats de réassurance détenus	17 930	10 365	4 222	(399)	(4 703)	(931 957)	(904 542)

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les montants liés aux passifs relatifs aux contrats d'assurance remboursables à vue sont présentés ci-après :

	2025		2024	
	Montant remboursable à vue \$	Valeur comptable \$	Montant remboursable à vue \$	Valeur comptable \$
Contrats d'assurance – exclusion faite des passifs nets des fonds distincts	653 043	653 043	658 552	658 552
Contrats d'assurance – passifs nets des fonds distincts	14 614	14 614	13 648	13 648

Les montants remboursables à vue représentent les montants en dépôt des titulaires de police moins les frais de rachat applicables à la date de clôture.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers de la société :

	1 an ou moins \$	De 1 an à 2 ans \$	De 2 à 3 ans \$	De 3 à 4 ans \$	De 4 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$	Valeur comptable \$
2025								
Contrat de placement	5 504	—	—	—	—	—	5 504	5 504
Autres passifs	648	—	—	—	—	—	648	648
Total	6 152	—	—	—	—	—	6 152	6 152
	1 an ou moins \$	De 1 an à 2 ans \$	De 2 à 3 ans \$	De 3 à 4 ans \$	De 4 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$	Valeur comptable \$
2024								
Contrat de placement	5 418	—	—	—	—	—	5 418	5 418
Autres passifs	176	—	—	—	—	—	176	176
Total	5 594	—	—	—	—	—	5 594	5 594

Les montants présentés dans les tableaux ci-dessus ont été compilés comme il est indiqué ci-après.

Les montants correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés bruts, ce qui inclut les paiements d'intérêts estimés. L'intérêt sur les instruments à taux variable reflète les taux d'intérêt prospectifs du marché à la date de clôture, lesquels peuvent varier en fonction des variations des taux d'intérêt du marché.

Les passifs financiers sont affectés à la période la plus rapprochée pendant laquelle la société pourrait devoir les payer. Les passifs relatifs aux contrats de placement et les participations que détiennent des tiers dans des fonds consolidés sont payables à vue immédiatement, car chaque détenteur peut racheter le contrat de placement ou racheter les parts dans les fonds consolidés en tout temps. Par conséquent, ces montants ont été inclus dans la période la plus rapprochée. La majorité des actifs sous-jacents constitue de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ou des placements liquides qui peuvent être convertis en trésorerie à court préavis.

En ce qui concerne les titres de créance perpétuels, la valeur nominale contractuelle a été incluse dans la colonne « plus de 5 ans » et les intérêts ont été inclus dans l'analyse jusqu'à 15 ans après la date de clôture.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

9. AUTRES PASSIFS

Les autres passifs se détaillent comme suit :

	2025	2024
	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	648	492
Montants à payer aux parties liées	—	(316)
	648	176

La valeur comptable de ces passifs se rapproche de leur juste valeur. Dans les 12 mois suivant la date de clôture, un montant de 648 \$ (176 \$ en 2024) sera réalisé.

10. CONTRATS D'ASSURANCE ÉMIS ET CONTRATS DE RÉASSURANCE DÉTENUS

Les tableaux suivants présentent les contrats d'assurance et de réassurance détenus de la société aux 31 décembre :

	2025	2024
	\$	\$
Contrats d'assurance émis		
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	1 462 063	1 439 285
Passifs relatifs aux fonds distincts	14 614	13 648
	1 476 677	1 452 933
Contrats de réassurance détenus		
Actifs relatifs aux contrats de réassurance	914 541	904 544
Passifs relatifs aux contrats de réassurance	(2)	(2)
	914 539	904 542

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants présentent, pour les contrats d'assurance évalués selon la MGE, une analyse des produits des activités d'assurance liés aux contrats d'assurance émis et de la marge sur services contractuels par méthode de transition :

	2025	2024
	\$	\$
Contrats d'assurance émis		
Produits des activités d'assurance		
Contrats évalués selon l'approche fondée sur la juste valeur relative à la transition	185 236	183 154
Autres contrats	60 421	54 021
	245 657	237 175
Marge sur services contractuels		
Contrats évalués selon l'approche fondée sur la juste valeur relative à la transition	97 763	97 355
Autres contrats	9 070	6 888
	106 833	104 243
Contrats de réassurance détenus		
Marge sur services contractuels		
Contrats évalués selon l'approche fondée sur la juste valeur relative à la transition	(60 181)	(55 668)
Autres contrats	32 495	34 183
	(27 686)	(21 485)

Les tableaux suivants présentent une analyse des montants liés aux contrats d'assurance et de réassurance dans l'état consolidé de la situation financière :

	2025			2024		
	Passifs relatifs aux contrats d'assurance	Actifs relatifs aux contrats d'assurance	Valeur nette des fonds distincts	Passifs relatifs aux contrats d'assurance	Actifs relatifs aux contrats d'assurance	Valeur nette des fonds distincts
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Assurance maladie	13 092	—	—	12 844	—	—
Rente collective	329 835	—	—	357 617	—	—
Autres	4 750	—	—	4 152	—	—
Sans participation	1 048 977	—	—	1 001 266	—	—
Avec participation	65 409	—	—	63 406	—	—
Fonds distincts	—	—	14 614	—	—	13 648
Total	1 462 063	—	14 614	1 439 285	—	13 648

	2025		2024	
	Passifs relatifs aux contrats de réassurance	Actifs relatifs aux contrats de réassurance	Passifs relatifs aux contrats de réassurance	Actifs relatifs aux contrats de réassurance
	\$	\$	\$	\$
Assurance maladie	—	11 223	—	10 793
Rente collective	—	5 071	—	5 065
Autres	(2)	4	(2)	4
Sans participation	—	898 058	—	888 497
Avec participation	—	185	—	185
Total	(2)	914 541	(2)	904 544

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

10.1 Variations de la valeur comptable

Les rapprochements qui suivent indiquent les variations de la valeur comptable nette des contrats d'assurance et de réassurance dans chaque secteur au cours de l'année en raison des flux de trésorerie et des montants comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global.

La société présente un tableau qui analyse séparément les variations des passifs au titre de la couverture restante et les variations des passifs au titre des sinistres survenus, et qui rapproche ces variations aux postes correspondants de l'état consolidé du résultat global.

Un deuxième rapprochement analyse séparément les changements dans les estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, l'ajustement au titre du risque non financier et la marge sur services contractuels.

Les estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs provenant des actifs relatifs aux contrats d'assurance et de réassurance représentent l'exposition prévue de la société au risque d'assurance découlant de ces actifs.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

a) Assurance directe

i) Analyse selon la couverture restante et les sinistres survenus - Autres que les fonds distincts

	2025				2024			
	Passifs au titre de la couverture restante		Passifs au titre des sinistres survenus	Total	Passifs au titre de la couverture restante		Passifs au titre des sinistres survenus	Total
	Exclusion faite de l'élément de perte	Élément de perte			Exclusion faite de l'élément de perte	Élément de perte		
A l'ouverture de la période								
Solde d'ouverture des passifs relatifs aux contrats d'assurance	989 055	352 659	97 571	1 439 285	999 119	156 721	96 170	1 252 010
Solides d'ouverture des contrats d'assurance, montant net	989 055	352 659	97 571	1 439 285	999 119	156 721	96 170	1 252 010
Variations dans l'état consolidé du résultat global								
Contrats liés à l'approche fondée sur la juste valeur relative à la transition	(185 236)	—	—	(185 236)	(183 153)	—	—	(183 153)
Autres contrats	(60 421)	—	—	(60 421)	(54 022)	—	—	(54 022)
Produits des activités d'assurance	(245 657)	—	—	(245 657)	(237 175)	—	—	(237 175)
Sinistres survenus et autres charges afférentes aux activités d'assurance	—	(21 190)	194 190	173 000	—	(7 566)	181 101	173 535
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	25 991	—	—	25 991	25 021	—	—	25 021
Pertes et reprises de pertes sur contrats déficitaires	—	20 077	—	20 077	—	199 409	—	199 409
Ajustements des passifs au titre des sinistres survenus	—	—	(173)	(173)	—	—	(588)	(588)
Charges afférentes aux activités d'assurance	25 991	(1 113)	194 017	218 895	25 021	191 843	180 513	397 377
Composants investissement	(44 285)	—	44 285	—	(44 645)	—	44 645	—
Résultat des activités d'assurance	(263 951)	(1 113)	238 302	(26 762)	(256 799)	191 843	225 158	160 202
(Produits financiers nets) charges financières nettes afférent(e)s aux contrats d'assurance	4 351	8 558	45	12 954	21 363	4 095	85	25 543
Total des variations dans l'état consolidé du résultat global	(259 600)	7 445	238 347	(13 808)	(235 436)	195 938	225 243	185 745
Flux de trésorerie								
Primes reçues	274 724	—	—	274 724	286 879	—	—	286 879
Sinistres, prestations et autres charges directement attribuables	—	—	(231 587)	(231 587)	—	—	(223 842)	(223 842)
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition de contrats d'assurance	(6 551)	—	—	(6 551)	(61 507)	—	—	(61 507)
Total des flux de trésorerie	268 173	—	(231 587)	36 586	225 372	—	(223 842)	1 530
Autres variations de la valeur comptable nette des passifs relatifs aux contrats d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—
Solides de clôture des contrats d'assurance, montant net	997 628	360 104	104 331	1 462 063	989 055	352 659	97 571	1 439 285
Clôture de la période								
Solde de clôture des actifs relatifs aux contrats d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde de clôture des passifs relatifs aux contrats d'assurance	997 628	360 104	104 331	1 462 063	989 055	352 659	97 571	1 439 285
Solides de clôture des contrats d'assurance, montant net	997 628	360 104	104 331	1 462 063	989 055	352 659	97 571	1 439 285

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

ii) Analyse selon la couverture restante et les sinistres survenus - Fonds distincts

	2025				2024			
	Passifs au titre de la couverture restante		Passifs au titre des sinistres survenus	Total	Passifs au titre de la couverture restante		Passifs au titre des sinistres survenus	Total
	Exclusion faite de l'élément de perte	Élément de perte			Exclusion faite de l'élément de perte	Élément de perte		
A l'ouverture de la période								
Solde d'ouverture des actifs relatifs aux contrats d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde d'ouverture des passifs relatifs aux contrats d'assurance - garanties associées aux fonds distincts	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde d'ouverture des passifs relatifs aux contrats d'assurance - passifs nets des fonds distincts	13 648	—	—	13 648	13 173	—	—	13 173
Solides d'ouverture des contrats d'assurance, montant net	13 648	—	—	13 648	13 173	—	—	13 173
Variations dans l'état consolidé du résultat global								
Contrats liés à l'approche fondée sur la juste valeur relative à la transition	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contrats	—	—	—	—	—	—	—	—
Produits des activités d'assurance								
Sinistres survenus et autres charges afférentes aux activités d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition de contrats d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—
Pertes et reprises de pertes sur contrats déficitaires	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustements des passifs au titre des sinistres survenus	—	—	—	—	—	—	—	—
Charges afférentes aux activités d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—
Composants investissement	—	—	—	—	—	—	—	—
Résultat des activités d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—
(Produits financiers nets) charges financières nettes afférent(e)s aux contrats d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—
Effet des variations des cours de change	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des variations dans l'état consolidé du résultat global	—	—	—	—	—	—	—	—
Flux de trésorerie								
Primes reçues	—	—	—	—	—	—	—	—
Sinistres, prestations et autres charges directement attribuables	—	—	—	—	—	—	—	—
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition de contrats d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des flux de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations de la valeur comptable nette des passifs relatifs aux contrats d'assurance	966	—	—	966	475	—	—	475
Solides de clôture des passifs relatifs aux contrats d'assurance	14 614	—	—	14 614	13 648	—	—	13 648
Clôture de la période								
Solde de clôture des actifs relatifs aux contrats d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde de clôture des passifs relatifs aux contrats d'assurance - garanties associées aux fonds distincts	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde de clôture des passifs relatifs aux contrats d'assurance - passifs nets des fonds distincts	14 614	—	—	14 614	13 648	—	—	13 648
Solides de clôture des passifs relatifs aux contrats d'assurance	14 614	—	—	14 614	13 648	—	—	13 648

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

iii.) Analyse selon le composant évaluation - Autres que les fonds distincts

	2025					2024				
	Estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels		Total	Estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels		Total
			Contrats liés à l'approche la JV	Autres contrats				Contrats liés à l'approche la JV	Autres contrats	
À l'ouverture de la période										
Solde d'ouverture des actifs relatifs aux contrats d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde d'ouverture des passifs relatifs aux contrats d'assurance	947 094	387 948	97 355	6 888	1 439 285	731 739	407 818	108 265	4 188	1 252 010
Solides d'ouverture des contrats d'assurance, montant net	947 094	387 948	97 355	6 888	1 439 285	731 739	407 818	108 265	4 188	1 252 010
Variations dans l'état consolidé du résultat global										
Marge sur services contractuels comptabilisée pour les services fournis	—	—	(9 593)	(704)	(10 297)	—	—	(9 864)	(579)	(10 443)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier pour le risque échu	—	(27 878)	—	—	(27 878)	—	(29 708)	—	—	(29 708)
Ajustements liés à l'expérience et autres variations	(8 493)	1	—	—	(8 492)	1 530	2	—	—	1 532
Services rendus au cours de la période	(8 493)	(27 877)	(9 593)	(704)	(46 667)	1 530	(29 706)	(9 864)	(579)	(38 619)
Contrats comptabilisés initialement au cours de l'exercice	(649)	4 466	—	245	4 062	(14 677)	23 776	—	2 602	11 701
Changements dans les estimations qui nécessitent un ajustement de la marge sur services contractuels	(11 883)	2 105	7 397	2 381	—	9 785	(6 654)	(3 597)	467	1
Variations dans les estimations qui entraînent des pertes et des reprises de pertes sur contrats déficitaires	25 533	(9 518)	—	—	16 015	215 095	(27 387)	—	—	187 708
Services futurs qui n'ont pas été fournis encore	13 001	(2 947)	7 397	2 626	20 077	210 203	(10 265)	(3 597)	3 069	199 410
Ajustements des passifs au titre des sinistres survenus	67	18	—	—	85	(290)	4	—	—	(286)
Ajustements à l'expérience non liés aux sinistres survenus	(237)	(20)	—	—	(257)	(280)	(23)	—	—	(303)
Services passés fournis au cours des périodes antérieures	(170)	(2)	—	—	(172)	(570)	(19)	—	—	(589)
Résultat des activités d'assurance	4 338	(30 826)	(2 196)	1 922	(26 762)	211 163	(39 990)	(13 461)	2 490	160 202
(Produits financiers nets) charges financières nettes afférent(e)s aux contrats d'assurance	2 482	7 608	2 604	260	12 954	2 662	20 120	2 551	210	25 543
Effet des variations des cours de change	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des variations dans l'état consolidé du résultat global	6 820	(23 218)	408	2 182	(13 808)	213 825	(19 870)	(10 910)	2 700	185 745
Flux de trésorerie										
Primes reçues	274 724	—	—	—	274 724	286 879	—	—	—	286 879
Sinistres, prestations et autres charges directement attribuables	(231 587)	—	—	—	(231 587)	(223 842)	—	—	—	(223 842)
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition de contrats d'assurance	(6 551)	—	—	—	(6 551)	(61 507)	—	—	—	(61 507)
Total des flux de trésorerie	36 586	—	—	—	36 586	1 530	—	—	—	1 530
Autres variations de la valeur comptable nette des passifs relatifs aux contrats d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Solides de clôture des contrats d'assurance, montant net	990 500	364 730	97 763	9 070	1 462 063	947 094	387 948	97 355	6 888	1 439 285
Clôture de la période										
Solde de clôture des actifs relatifs aux contrats d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde de clôture des passifs relatifs aux contrats d'assurance	990 500	364 730	97 763	9 070	1 462 063	947 094	387 948	97 355	6 888	1 439 285
Solides de clôture des contrats d'assurance, montant net	990 500	364 730	97 763	9 070	1 462 063	947 094	387 948	97 355	6 888	1 439 285

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

iv.) Analyse selon le composant évaluation - Fonds distincts

	2025					2024				
	Estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque financier	Marge sur services contractuels		Total	Estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque financier non lié à l'approche fondée sur la JV	Marge sur services contractuels		Total
			Contrats liés à l'approche fondée sur la JV	Autres contrats				Autres contrats	Autres contrats	
A l'ouverture de la période										
Solde d'ouverture des passifs relatifs aux contrats d'assurance - passifs nets des fonds distincts	13 648	—	—	—	13 648	13 173	—	—	—	13 173
Solides d'ouverture des contrats d'assurance, montant net	13 648	—	—	—	13 648	13 173	—	—	—	13 173
Variations dans l'état consolidé du résultat global										
Marge sur services contractuels comptabilisée pour les services fournis	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier pour le risque échu	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustements liés à l'expérience et autres variations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services rendus au cours de la période										
Contrats comptabilisés initialement au cours de l'exercice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Changements dans les estimations qui nécessitent un ajustement de la marge sur services contractuels	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Variations dans les estimations qui entraînent des pertes et des reprises de pertes sur contrats déficitaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services futurs qui n'ont pas été fournis encore										
Ajustements des passifs au titre des sinistres survenus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustements à l'expérience non liés aux sinistres survenus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services passés fournis au cours des périodes antérieures										
Résultat des activités d'assurance (Produits financiers nets) charges financières nettes afférent(e)s aux contrats d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des variations dans l'état consolidé du résultat global	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flux de trésorerie										
Primes reçues	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sinistres, prestations et autres charges directement attribuables	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition de contrats d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des flux de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations de la valeur comptable nette des passifs relatifs aux contrats d'assurance	966	—	—	—	966	475	—	—	—	475
Solides de clôture des passifs relatifs aux contrats d'assurance	14 614	—	—	—	14 614	13 648	—	—	—	13 648
Clôture de la période										
Solde de clôture des passifs relatifs aux contrats d'assurance - garanties associées aux fonds distincts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde de clôture des passifs relatifs aux contrats d'assurance - passifs nets des fonds distincts	14 614	—	—	—	14 614	13 648	—	—	—	13 648
Solides de clôture des passifs relatifs aux contrats d'assurance	14 614	—	—	—	14 614	13 648	—	—	—	13 648

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

b) Réassurance

i) Analyse selon la couverture restante et les sinistres survenus

	2025				2024			
	Actifs au titre de la couverture restante		Actifs au titre des sinistres survenus	Total	Actifs au titre de la couverture restante		Actifs au titre des sinistres survenus	Total
	Exclusion faite du composant recouvrement de perte	Composant recouvrement de perte			Exclusion faite du composant recouvrement de perte	Composant recouvrement de perte		
À l'ouverture de la période								
Solde d'ouverture des actifs relatifs aux contrats de réassurance détenus	632 845	260 134	11 565	904 544	596 139	100 024	9 392	705 555
Solde d'ouverture des passifs relatifs aux contrats de réassurance détenus	(2)	—	—	(2)	(2)	—	—	(2)
Solides d'ouverture des contrats de réassurance détenus, montant net	632 843	260 134	11 565	904 542	596 137	100 024	9 392	705 553
Variations dans l'état consolidé du résultat global								
Contrats liés à l'approche fondée sur la juste valeur relative à la transition	(145 000)	—	—	(145 000)	(138 184)	—	—	(138 184)
Autres contrats	(5 339)	—	—	(5 339)	(3 743)	—	—	(3 743)
Imputation des primes de réassurance payées	(150 339)	—	—	(150 339)	(141 927)	—	—	(141 927)
Sinistres survenus recouverts et autres charges afférentes aux activités de réassurance	—	(13 145)	134 484	121 339	—	(7 142)	123 546	116 404
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition de contrats de réassurance	—	—	—	—	—	—	—	—
Recouvrement de pertes et reprise de recouvrement de pertes	—	(705)	—	(705)	—	162 550	—	162 550
Ajustements des actifs au titre des sinistres survenus	—	—	—	—	—	—	—	—
Montants recouverts des réassureurs	(8 998)	(13 850)	134 484	120 634	(8 118)	155 408	123 546	278 954
Composants investissement	—	—	8 998	—	—	—	8 118	—
Charges afférentes aux contrats de réassurance détenus, montant net	(159 337)	(13 850)	143 482	(29 705)	(150 045)	155 408	131 664	137 027
(Produits financiers) charges financières afférent(e)s aux contrats de réassurance détenus, montant net	(2 937)	7 961	—	5 024	3 257	4 702	—	7 959
Effets des variations des cours de change	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des variations dans l'état consolidé du résultat global	(162 274)	(5 889)	143 482	(24 681)	(146 788)	160 110	131 664	144 986
Flux de trésorerie								
Primes versées	174 963	—	—	174 963	183 494	—	—	183 494
Montants reçus	—	—	(140 285)	(140 285)	—	—	(129 491)	(129 491)
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition de contrats de réassurance	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des flux de trésorerie	174 963	—	(140 285)	34 678	183 494	—	(129 491)	54 003
Autres variations de la valeur comptable nette des contrats de réassurance détenus	—	—	—	—	—	—	—	—
Solides de clôture des contrats de réassurance détenus, montant net	645 532	254 245	14 762	914 539	632 843	260 134	11 565	904 542
Clôture de la période								
Solde de clôture des actifs relatifs aux contrats de réassurance détenus	645 534	254 245	14 762	914 541	632 845	260 134	11 565	904 544
Solde de clôture des passifs relatifs aux contrats de réassurance détenus	(2)	—	—	(2)	(2)	—	—	(2)
Solides de clôture des contrats de réassurance détenus, montant net	645 532	254 245	14 762	914 539	632 843	260 134	11 565	904 542

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

ii) Analyse selon le composant évaluation

	2025				2024				
	Estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels		Total	Estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	
			Contrats liés à l'approche fondée sur la JV	Autres contrats				Contrats liés à l'approche fondée sur la JV	Autres contrats
A l'ouverture de la période									
Solde d'ouverture des actifs relatifs aux contrats de réassurance détenus	563 953	319 104	55 670	(34 183)	904 544	334 589	59 731	(32 118)	705 555
Solde d'ouverture des passifs relatifs aux contrats de réassurance détenus	—	—	(2)	—	(2)	—	(2)	—	(2)
Solides d'ouverture des contrats de réassurance détenus, montant net	563 953	319 104	55 668	(34 183)	904 542	334 589	59 729	(32 118)	705 553
Variations dans l'état consolidé du résultat global									
Marge sur services contractuels comptabilisée pour les services fournis	—	—	(4 477)	3 405	(1 072)	—	(4 141)	3 409	(732)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier pour le risque échu	—	(22 253)	—	—	(22 253)	—	—	—	(22 191)
Ajustements liés à l'expérience et autres variations	(5 676)	1	—	—	(5 675)	(2 602)	2	—	(2 600)
Services rendus au cours de la période	(5 676)	(22 252)	(4 477)	3 405	(29 000)	(2 602)	(22 189)	(4 141)	(25 523)
Contrats comptabilisés initialement au cours de l'exercice	(370)	1 886	—	492	2 008	2 698	8 214	—	6 203
Changements dans les estimations qui nécessitent un ajustement de la marge sur services contractuels	(7 403)	(3 351)	10 091	663	—	912	(6 282)	4 771	599
Variations dans les estimations liées aux pertes et à la reprise de pertes sur contrats déficitaires sous-jacents	3 243	(3 403)	—	—	(160)	181 801	(20 726)	—	161 075
Variations des recouvrements de pertes sur contrats déficitaires sous-jacents qui nécessitent d'ajuster la marge sur services contractuels	—	—	(911)	(1 642)	(2 553)	—	(4 613)	(115)	(4 728)
Services futurs qui n'ont pas été fournis encore	(4 530)	(4 868)	9 180	(487)	(705)	185 411	(18 794)	158	162 550
Variations des actifs au titre des sinistres survenus	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services passés fournis au cours des périodes antérieures	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charges afférentes aux contrats de réassurance détenus, montant net	(10 206)	(27 120)	4 703	2 918	(29 705)	182 809	(40 983)	(3 983)	137 027
(Produits financiers) charges financières afférent(e)s aux contrats de réassurance détenus, montant net	225	6 219	(190)	(1 230)	5 024	(7 448)	16 734	(78)	7 959
Total des variations dans l'état consolidé du résultat global	(9 981)	(20 901)	4 513	1 688	(24 681)	175 361	(24 249)	(4 061)	144 986
Flux de trésorerie									
Primes versées	174 963	—	—	—	174 963	183 494	—	—	183 494
Montants reçus	(140 285)	—	—	—	(140 285)	(129 491)	—	—	(129 491)
Total des flux de trésorerie	34 678	—	—	—	34 678	54 003	—	—	54 003
Solides de clôture des contrats de réassurance détenus, montant net	588 650	298 203	60 181	(32 495)	914 539	563 953	319 104	55 668	904 542
Clôture de la période									
Solde de clôture des actifs relatifs aux contrats de réassurance détenus	588 650	298 203	60 183	(32 495)	914 541	563 953	319 104	55 670	904 544
Solde de clôture des passifs relatifs aux contrats de réassurance détenus	—	—	(2)	—	(2)	—	—	(2)	(2)
Solides de clôture des contrats de réassurance détenus, montant net	588 650	298 203	60 181	(32 495)	914 539	563 953	319 104	55 668	904 542

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

c) Produits des activités d'assurance

Produits des activités d'assurance	2025	2024
	\$	\$
Marge sur services contractuels comptabilisée pour les services fournis	10 297	10 442
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier pour le risque échu	25 200	28 404
Charges afférentes aux activités d'assurance prévues engagées :	185 193	172 995
Sinistres	159 532	148 765
Charges	25 661	24 230
Recouvrement de flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition de contrats d'assurance	25 991	25 021
Autres variations	(1 024)	313
Total des produits tirés de contrats non évalués selon la MRP	245 657	237 175

10.2 Incidence des contrats comptabilisés initialement au cours de l'exercice

Les tableaux suivants résument l'incidence sur les composants évaluation des contrats d'assurance et de réassurance découlant des contrats qui ont été initialement comptabilisés au cours de l'exercice.

a) Contrats d'assurance émis

	2025			2024		
	Contrats rentables émis \$	Contrats déficitaires émis \$	Total \$	Contrats rentables émis \$	Contrats déficitaires émis \$	Total \$
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	884	10 645	11 529	11 630	55 414	67 044
Sinistres et autres charges afférentes aux activités d'assurance à payer	1 901	15 211	17 112	23 120	125 599	148 719
Estimation de la valeur actualisée des sorties de trésorerie	2 785	25 856	28 641	34 750	181 013	215 763
Estimation de la valeur actualisée des entrées de trésorerie	(3 318)	(25 973)	(29 291)	(40 985)	(189 454)	(230 439)
Ajustement au titre du risque non financier	288	4 179	4 467	3 634	20 142	23 776
Marque sur services contractuels	245	—	245	2 601	—	2 601
Pertes comptabilisées à la comptabilisation initiale	—	4 062	4 062	—	11 701	11 701

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

b) Contrats de réassurance détenus

	2025			2024		
	Contrats établis sans composant recouvrement de perte \$	Contrats établis avec composant recouvrement de perte \$	Total \$	Contrats établis sans composant recouvrement de perte \$	Contrats établis avec composant recouvrement de perte \$	Total \$
Estimation de la valeur actualisée des entrées de trésorerie	(256)	(6 289)	(6 545)	(5 735)	(55 929)	(61 664)
Estimation de la valeur actualisée des sorties de trésorerie	316	6 599	6 915	5 773	53 193	58 966
Ajustement au titre du risque non financier	(87)	(1 799)	(1 886)	(788)	(7 426)	(8 214)
Recouvrement de pertes lié aux pertes sur les contrats d'assurance sous-jacents à la comptabilisation initiale	—	2 008	2 008	—	6 203	6 203
Marge sur services contractuels	(27)	519	492	(750)	(3 959)	(4 709)

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

10.3 Marge sur services contractuels

Le tableau suivant indique quand la société prévoit comptabiliser la marge sur services contractuels résiduelle en résultat net après la date de clôture :

	1 an ou moins \$	De 1 an à 2 ans \$	De 2 à 5 ans \$	De 5 à 10 ans \$	Plus de 10 ans \$	Total \$
2025						
Contrats d'assurance	9 552	8 637	21 410	25 200	42 034	106 833
	9 552	8 637	21 410	25 200	42 034	106 833
Contrats de réassurance détenus	(817)	(874)	(2 887)	(3 046)	(20 063)	(27 687)
	(817)	(874)	(2 887)	(3 046)	(20 063)	(27 687)
2024						
Contrats d'assurance	9 451	8 518	21 212	24 760	40 303	104 244
	9 451	8 518	21 212	24 760	40 303	104 244
Contrats de réassurance détenus	(231)	(306)	(1 420)	(3 908)	(15 620)	(21 485)
	(231)	(306)	(1 420)	(3 908)	(15 620)	(21 485)

a) Nature et composition des passifs relatifs aux contrats d'assurance et des actifs au titre des cessions en réassurance connexes

Les passifs relatifs aux contrats d'assurance comprennent les polices d'assurance vie et d'assurance maladie ainsi que les rentes viagères. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance ont été calculés selon les principes d'IFRS 17. Cette norme exigeant l'établissement d'hypothèses relativement aux flux de trésorerie futurs, il existe un risque que les résultats réels diffèrent de ces estimations. Le risque varie en fonction de la durée de la période visée par les estimations et de la volatilité probable de chacune des hypothèses. Pour tenir compte de l'incertitude dans l'établissement de ces estimations et pour prévoir une détérioration possible des résultats techniques, l'actuaire désigné doit prévoir un ajustement au titre du risque non financier, ce qui a comme effet d'augmenter les passifs relatifs aux contrats d'assurance. Avec le temps, et compte tenu de la diminution du risque lié à l'incertitude des estimations, l'ajustement au titre du risque non financier sera pris en compte dans le bénéfice futur, dans la mesure où il n'est pas requis pour couvrir la détérioration des résultats. Si les estimations des conditions futures sont modifiées au cours de la durée d'une police, l'incidence de ces modifications est comptabilisée dans la marge sur services contractuels dans le cas des contrats rentables et immédiatement portée aux résultats dans le cas des contrats déficitaires.

La société limite le montant des pertes sur les polices en réassurant certains niveaux de risque avec des réassureurs tiers. Des limites maximales ont été fixées quant à la rétention des risques associés aux polices d'assurance vie, par gamme de produits. L'exposition brute de la société aux passifs relatifs aux contrats d'assurance est compensée en partie par les actifs au titre des cessions en réassurance relativement à certains risques cédés aux réassureurs.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

b) Composition des actifs couvrant les passifs et les surplus

La société classe ses activités par secteur, en tenant compte des profils de passifs propres à ses produits. Selon ces profils, la société a investi dans des titres à revenu fixe et des titres de participation dont les caractéristiques s'apparentent à celles des passifs connexes.

Les tableaux suivants détaillent les actifs couvrant tous les passifs et les surplus par secteur :

	Trésorerie et équiva- lents de trésorerie	Titres à court terme	Obliga- tions	Actions	Actions privilégiées	Autres actifs investis*	Actifs relatifs aux contrats de réassu- rance détenus	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
31 décembre 2025									
Assurance	—	429	417 587	10 104	32 684	14 857	914 541	15 450	1 405 652
Surplus	33 175	11 591	239 582	—	24 906	31 351	—	30 350	370 955
	33 175	12 020	657 169	10 104	57 590	46 208	914 541	45 800	1 776 607
31 décembre 2024									
Assurance	—	1 340	394 871	10 650	36 475	15 111	904 544	27 335	1 390 326
Surplus	47 768	30 816	198 899	—	23 920	29 806	—	16 109	347 318
	47 768	32 156	593 770	10 650	60 395	44 917	904 544	43 444	1 737 644

* Les autres actifs investis comprennent les placements de sociétés en commandite et les capitaux d'amorçage des fonds distincts.

c) Hypothèses

Flux de trésorerie d'exécution

Les flux de trésorerie d'exécution comprennent ce qui suit :

- les flux de trésorerie futurs estimés;
- un ajustement pour tenir compte de la valeur temps de l'argent et des risques financiers associés aux flux de trésorerie futurs, dans la mesure où les risques financiers ne sont pas pris en compte dans les flux de trésorerie futurs estimés;
- un ajustement au titre du risque non financier.

En procédant à l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société cherche à déterminer l'espérance mathématique, pondérée selon les probabilités, d'une série de scénarios qui reflète l'éventail complet des résultats possibles. La société actualise les flux de trésorerie de chaque scénario et pondère chacun d'eux par la probabilité estimée du résultat correspondant, obtenant ainsi l'espérance de la valeur actualisée. S'il existe des interdépendances importantes entre les flux de trésorerie qui varient en fonction des variables du marché et les autres flux de trésorerie, il se peut que la Foresters utilise la modélisation stochastique pour estimer l'espérance de la valeur actualisée. La modélisation stochastique implique de projeter les flux de trésorerie futurs selon un grand nombre de scénarios économiques possibles en tenant compte des variables du marché comme les taux d'intérêt et les rendements des capitaux propres.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

i) Flux de trésorerie futurs

Dans le cadre de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société intègre avec objectivité l'ensemble des informations raisonnables et justifiables qu'il est possible d'obtenir sans coût ou effort excessif à la date de clôture. Cette information inclut les données historiques internes et externes sur les sinistres et l'expérience, mises à jour pour tenir compte des prévisions actuelles concernant la survenance d'événements futurs.

Les flux de trésorerie futurs estimés reflètent le point de vue de la société sur la conjoncture à la date de clôture, mais l'estimation des variables du marché pertinentes doit être conforme aux prix de marché observables.

Lorsqu'elle estime les flux de trésorerie futurs, la société tient compte des prévisions actuelles concernant la survenance d'événements futurs qui pourraient avoir une incidence sur ces flux de trésorerie. Toutefois, la société ne doit pas tenir compte des prévisions concernant des modifications législatives à venir, à la suite desquelles, au titre du contrat existant, son obligation actuelle serait modifiée ou acquittée ou, au contraire, de nouvelles obligations seraient créées, à moins que ces modifications ne soient quasi adoptées.

Les flux de trésorerie compris dans le périmètre du contrat sont ceux qui sont directement liés à l'exécution du contrat, y compris ceux dont le montant ou l'échéancier sont à la discrétion de la société. Ils comprennent les paiements à l'intention du titulaire (ou en son nom), les flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition et les autres coûts engagés dans le cadre de l'exécution des contrats.

Les flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition proviennent des activités de vente, de souscription et de création d'un groupe de contrats qui sont directement attribuables au portefeuille de contrats dont fait partie le groupe. Les autres coûts engagés dans le cadre de l'exécution des contrats comprennent les coûts de gestion, de tenue et d'administration des sinistres et les commissions récurrentes à verser sur les primes échelonnées comprises dans le périmètre du contrat. Les flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition et les autres coûts engagés dans le cadre de l'exécution des contrats comprennent des coûts directs et une affectation de frais généraux fixes ou variables.

Les flux de trésorerie affectés à l'acquisition et à d'autres activités liées à l'exécution sont attribués à des groupes de contrats d'une manière systématique et rationnelle.

Mortalité, longévité et morbidité

La mortalité a trait à la survenance des décès. Elle constitue une hypothèse clé relativement à l'assurance vie et à certaines formes de rentes. Les hypothèses relatives à la mortalité varient selon le sexe, l'âge, la catégorie de risque, le type de contrat et le marché géographique. La morbidité est la survenance d'accidents et de maladies parmi les risques assurés. La morbidité constitue une hypothèse clé relativement à l'assurance soins de longue durée, l'assurance invalidité, l'assurance maladies graves et d'autres formes de prestations de maladie. Les hypothèses relatives à la morbidité varient selon la catégorie de risque et le marché géographique.

Même si le modèle de règlement des sinistres et de versement de prestations peut être près de celui illustré par les résultats passés, une certaine déviation est probable. Des études périodiques à l'échelle des pays sont effectuées pour examiner les résultats de mortalité et de morbidité, alors que les résultats réels de la société sont comparés aux hypothèses les plus probables de la société et à celles du secteur afin de confirmer que des hypothèses appropriées sont posées pour déterminer les prestations prévues. Conformément aux normes actuarielles, les améliorations prévues des résultats en matière de mortalité sont prises en compte, le cas échéant. Les tableaux produits par l'Institut canadien des actuaires sont utilisés pour tenir compte de l'amélioration des résultats en matière de mortalité.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Il n'y a eu aucun changement aux hypothèses relatives à la mortalité, à la longévité et à la morbidité en 2025. Consultez la rubrique 8 c) ii) pour le test portant sur la sensibilité des hypothèses.

Déchéance

Les titulaires de police peuvent soit racheter leur police en contrepartie d'une valeur en trésorerie, le cas échéant, ou permettre la déchéance de leur police en choisissant de mettre fin aux paiements de leurs primes. La société réalise des études annuelles afin de passer en revue les résultats en matière de déchéance et de rachat, et son estimation repose sur les taux de déchéance futurs selon les résultats passés de chaque secteur de ses activités.

Lorsque ses résultats manquent de crédibilité statistique, la société se fie aux résultats dans le secteur. La sélection de certains taux de déchéance, surtout dans le cas des polices fondées sur les déchéances à longue durée, est effectuée selon les conseils de professionnels.

Les hypothèses de déchéance ont été mises à jour en 2025 à la suite de la dernière étude sur les résultats. Pour les régimes canadiens d'assurance vie permanente et d'assurance vie temporaire (couverture de A à Z) de PPC, l'hypothèse de déchéance liée aux courtes durées a été augmentée et celle liée aux longues durées a été réduite. Consultez la rubrique 8 c) ii) pour le test portant sur la sensibilité des hypothèses.

Rendement des placements

La société répartit ses actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance par gamme de produits et établit des stratégies de placement pour chaque élément de passif. Des incertitudes existent à l'égard des projections sur les taux d'intérêt sans risque, les écarts de crédit et l'ampleur des pertes sur créances découlant de la dépréciation des actifs.

Charges

La société prévoit les charges futures estimées liées à l'exécution des contrats compris dans le champ d'application d'IFRS 17 selon les charges actuelles ajustées pour tenir compte de l'inflation. Les charges comprennent les charges directement attribuables au portefeuille de contrats et une affectation de frais généraux fixes ou variables. Dans les cas où des services de gestion d'actifs sont fournis pour les secteurs opérationnels liés à l'assurance dans le cadre des ententes contractuelles conclues avec les titulaires de police, la société prévoit les charges futures d'après les coûts directs qu'elle engage plutôt que d'après les frais de gestion imputés explicitement aux montants en dépôt des titulaires de police ou les frais internes imputés aux secteurs opérationnels liés à l'assurance pour la prestation de ces services. L'hypothèse liée à l'inflation des charges est considérée comme étant un risque non financier. La société n'a pas modifié les méthodes ni les hypothèses qu'elle utilise pour prévoir les charges en 2025. Les hausses éventuelles des hypothèses liées aux charges augmentent les sorties de trésorerie futures estimées et diminuent ainsi la marge sur services contractuels du passif au titre de la couverture restante pour les contrats évalués selon la MGE.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

ii) Taux d'actualisation

La société a appliqué l'approche ascendante pour calculer le taux d'actualisation des flux de trésorerie qui ne varient pas en fonction des rendements de l'élément sous-jacent. Selon cette approche, le taux d'actualisation est déterminé selon des courbes de rendement sans risque ajustées pour tenir compte des caractéristiques des flux de trésorerie et de la liquidité des contrats d'assurance. Afin de tenir compte des caractéristiques de liquidité des contrats d'assurance, les courbes de rendement sans risque sont ajustées au moyen d'une prime d'illiquidité. En règle générale, les primes d'illiquidité sont déterminées par un portefeuille de référence d'actifs sous-jacents. Le portefeuille d'actifs ayant servi à déterminer les courbes de taux sans risque comprend des obligations du gouvernement fédéral ayant une période observable de 20 ans au Canada. La prime d'illiquidité dans la période observable a été déterminée à l'aide d'une approche hybride en utilisant un portefeuille d'actifs de référence représentant les caractéristiques de liquidité des trois tranches liquides de produits (supérieure, moyenne et inférieure). Le portefeuille de référence se compose de divers types d'instruments à revenu fixe, notamment des obligations provinciales, des obligations de sociétés, des placements privés et des prêts hypothécaires, le cas échéant. L'écart de crédit pour chacun de ces portefeuilles de référence a été déterminé sur la base des taux d'obligations de sociétés publiés et des écarts disponibles par territoire et par qualité, et sur la base d'instruments similaires détenus pour chacun de ces trois types de produits. Un ratio a ensuite été appliqué à l'écart de crédit.

Comme il est indiqué précédemment, la période observable utilisée dans l'approche ascendante a été estimée à 20 ans. Pour la période non observable (après 20 ans), la courbe de rendement a été interpolée entre un taux ultime et le dernier point observable sur la base d'un certain nombre d'hypothèses de travail élaborées par la société.

Les produits hautement liquides ne s'appliquent pas à Foresters, compagnie d'assurance vie. Les produits moyennement liquides sont ceux dont les flux de trésorerie peuvent changer ou être exigés dans un délai relativement court, comme l'assurance vie entière de PPC. Les produits peu liquides comportent des flux de trésorerie fortement prévisibles et peu ou pas de possibilités pour les titulaires de payer plus tôt que prévu, comme les produits d'assurance vie temporaire.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants indiquent les courbes de rendement utilisées pour actualiser les flux de trésorerie qui ne varient pas des contrats d'assurance pour les principales monnaies :

2025	1 an	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	25 ans	30 ans	70 ans
Produit [fourchette inférieure]								
CAD	3,10 %	3,86 %	4,60 %	4,91 %	5,27 %	5,27 %	5,29 %	5,15 %
2024	1 an	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	25 ans	30 ans	70 ans
Produit [fourchette inférieure]								
CAD	3,71 %	3,91 %	4,49 %	4,67 %	4,89 %	4,83 %	4,78 %	5,15 %

2025	1 an	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	25 ans	30 ans	70 ans
Produit [fourchette moyenne]								
CAD	2,85 %	3,61 %	4,35 %	4,66 %	5,02 %	5,02 %	5,04 %	4,75 %
2024	1 an	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	25 ans	30 ans	70 ans
Produit [fourchette moyenne]								
CAD	3,46 %	3,66 %	4,24 %	4,42 %	4,64 %	4,58 %	4,53 %	4,75 %

Les flux de trésorerie qui varient selon les rendements d'éléments sous-jacents financiers sont ajustés pour tenir compte de l'incidence de cette variabilité au moyen de techniques d'évaluation risque neutre et sont actualisés au moyen de taux sans risque ajustés pour tenir compte de l'illiquidité.

Le tableau suivant indique les courbes de rendement utilisées pour actualiser les flux de trésorerie qui varient des contrats d'assurance pour les principales monnaies :

2025	1 an	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	25 ans	30 ans	70 ans
Produit [valeur nominale]								
CAD	3,87 %	4,70 %	5,40 %	5,38 %	5,67 %	5,42 %	5,66 %	4,97 %
2024	1 an	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	25 ans	30 ans	70 ans
Produit [valeur nominale]								
CAD	4,85 %	4,75 %	5,10 %	4,86 %	5,06 %	4,81 %	4,83 %	5,04 %

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

iii) Ajustements au titre du risque non financier

En règle générale, les ajustements au titre du risque non financier sont déterminés selon la méthode utilisant une marge, qui est largement utilisée dans le secteur. Ces marges sont ensuite ajustées (diminuées) pour tenir compte d'une diversification inter-risque de 12,5 % pour chaque entité. Les hypothèses liées à la marge seront examinées annuellement dans le cadre des études sur les résultats et ajustées au besoin pour atteindre le niveau de confiance souhaité. Le niveau de confiance souhaité sera déterminé au niveau de l'entité, exclusion faite de la réassurance. Pour l'exercice 2025, le niveau de confiance lié à l'ajustement au titre du risque est de 84,8 % (85,2 % en 2024).

Marge sur services contractuels

La marge sur services contractuels d'un groupe de contrats d'assurance est comptabilisée en tant que produits des activités d'assurance au cours de chaque période en fonction du nombre d'unités de couverture fournies au cours de la période, qui est déterminé en tenant compte, pour chaque contrat, du volume de prestations versées et de services de rendement d'investissement fournis et de la durée prévue de la couverture. Les unités de couverture sont examinées et mises à jour chaque date de clôture.

Type de produit	Volume de prestations versées	Prestation de services de rendement d'investissement
Assurance vie temporaire	Prestations maximales prévues par le contrat	s. o.
Assurance vie entière avec participation	Montant net du risque	Composant investissement à payer
Assurance vie entière sans participation	Prestations maximales prévues par le contrat	s. o.
Assurance vie mixte	Montant net du risque	Composant investissement à payer
	Montant net du risque ou indemnité de décès plus le montant en dépôt (selon le choix du titulaire de police)	Composant investissement à payer
Assurance vie universelle		
Versement de rentes (sans paiements garantis)	Versement de prestation périodique brut	s. o.
Versement de rentes (avec paiements garantis)	Versement de prestation périodique brut que le titulaire de police peut réclamer	Paiement garanti périodique
	Versement de prestation périodique brut	Composant investissement à payer en cas de décès ou de rachat
Rentes différées	Montant de la prestation de maladies graves payable en cas de maladie grave	
	Pour les polices d'assurance invalidité / assurance de soins de longue durée, paiement périodique des prestations	s. o.
Couverture en cas d'accident ou de maladie		
	Prestations périodiques en cas de décès ou d'invalidité	s. o.
Assurance-crédit sur la vie		
Couverture de prévoyance	Montant net du risque	Composant investissement à payer

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les contrats de réassurance détenus, l'amortissement de la marge sur services contractuels reflète le modèle de souscription prévu des contrats sous-jacents, car le niveau de service reçu dépend du nombre de contrats sous-jacents en vigueur.

iv) Pondération des prestations versées aux termes d'une couverture d'assurance

Pour les contrats d'assurance qui procurent une couverture d'assurance et des services de placement, l'évaluation du volume de prestations exige de déterminer la pondération relative des prestations versées aux titulaires de police par ces services, de déterminer la variation des prestations versées par chaque service au cours de la période de couverture et de regrouper ces différentes prestations. Plus précisément, la marge sur services contractuels est reportée au revenu, lorsque des services contractuels d'assurance sont fournis, en utilisant des unités de couverture. Les unités de couverture représentent le volume de services (couverture d'assurance, rendement des placements et services liés aux placements) fournis et sont déterminées en tenant compte de la prestation fournie dans le cadre du contrat et de la durée prévue de celui-ci. Lorsque la taille relative de l'unité de couverture des services liés aux placements ou des services de rendement d'investissement est disproportionnée par rapport à l'unité de couverture des services d'assurance, ou vice-versa, la société doit déterminer une pondération relative des services afin de refléter la prestation de ces services.

d) Composants investissement

La société identifie le composant investissement d'un contrat dans le cadre de son processus de gouvernance des produits en déterminant le montant qui serait nécessaire pour rembourser le titulaire de police en toutes circonstances. En outre, les composants investissement sont exclus des produits des activités d'assurance ou des charges afférentes aux activités d'assurance. Les composants investissement qui sont habituellement inclus dans les produits de la société comprennent la valeur de rachat, les montants en dépôt, les avances consenties aux titulaires de police et les dividendes garantis dans les blocs fermés d'affaires. Nous identifions les composants investissement en déterminant le montant qui pourra toujours être remboursé à un titulaire de police, qu'un sinistre survienne ou non.

Type de produit	Composant investissement
Assurance vie entière avec participation	Valeur de rachat garantie
Assurance vie entière sans participation	Valeur de rachat garantie
Assurance vie universelle	Montant en dépôt
Versement de rentes	Montant garanti
Rentes différées	Valeur de rachat

e) Modifications de méthodes et d'hypothèses actuarielles

La société s'assure du caractère approprié des hypothèses relatives au risque de responsabilité en surveillant les résultats et en mettant à jour ces hypothèses sur la base d'un examen annuel complet de ses méthodes et hypothèses actuarielles. Les hypothèses et méthodes mises à jour reflètent la meilleure estimation des résultats futurs attendus, ainsi que des marges appropriées pour les risques assumés. Le suivi continu des résultats et des changements dans l'environnement externe peut nécessiter des mises à jour futures des hypothèses actuarielles, qui, à leur tour, créent une incidence potentielle en aval sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance. En règle générale, les modifications résultant de cet examen sont mises en œuvre au cours du troisième et du quatrième trimestre de chaque exercice.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau suivant montre l'incidence des modifications de méthodes et d'hypothèses actuarielles sur les flux de trésorerie d'exécution avant impôt :

	2025	2024
	\$	\$
1. Hypothèse relative à la mortalité	—	8 814
2. Hypothèse de déchéance	(384)	11 019
3. Examen des dividendes	(25)	188
4. Examen des coûts unitaires	985	(1 577)
5. Examen des hypothèses économiques	120	904
6. Autres mises à jour du modèle	—	—
	696	19 348

L'incidence des hypothèses de déchéance a été mise à jour en 2025 pour tenir compte de l'étude sur les résultats annuelle. L'examen des hypothèses économiques de 2025 a entraîné des mises à jour des hypothèses sur les frais de placement et les taux de défaillance et de recouvrement. L'incidence des coûts unitaires découle de l'augmentation des coûts unitaires liée à l'étude.

11. PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS DE PLACEMENT - EXCLUSION FAITE DES FONDS DISTINCTS

Rapprochement des changements dans les passifs relatifs aux contrats de placement

Le rapprochement des variations des passifs relatifs aux contrats de placement survenues au cours de l'exercice est présenté dans le tableau suivant :

	2025	2024
	\$	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	5 418	5 507
Dépôts reçus	3	3
Rachats et retraits	(38)	(161)
Intérêts crédités et autres	121	69
Solde à la clôture de l'exercice	5 504	5 418

12. GESTION DU CAPITAL

a) Capital

Lorsque la société a été transformée en société par actions, le 2 avril 2008, elle a émis 50 000 000 d'actions ordinaires que la Financière Foresters a achetées en contrepartie de 50 M\$.

Le capital social autorisé de la société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente le nombre d'actions en circulation :

	2025 \$	2024 \$
50 000 000 d'actions ordinaires sans valeur nominale	50 000	50 000

En 2025, la Financière Foresters a versé un montant de néant (néant en 2024) à la société sous forme de surplus d'apport. Au cours de l'exercice, la société a versé un dividende de néant (néant en 2024) à la Financière Foresters.

b) Gestion du capital

Le capital de la société se compose du capital social, du surplus d'apport, des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global, tel qu'il est présenté à l'état consolidé de la variation des capitaux propres.

La société a pour objectif de gestion du capital le maintien d'une situation de capital solide et durable pour se conformer aux exigences canadiennes en matière de solvabilité et d'assurer la valeur de la société en tirant profit des débouchés commerciaux et des occasions d'affaires en temps opportun.

Conformément à la politique de gestion du capital approuvée par le conseil d'administration et de manière à assurer la suffisance du capital, la société a fixé des cibles internes visant le capital. Ces cibles surpassent les exigences réglementaires minimales de capital au Canada. La société prévoit ses besoins en capital sur une période de cinq ans. La direction surveille tous les trimestres le rendement de la société par rapport aux cibles internes de capital et ses plans visant le capital, et elle met en œuvre des mesures si elle le juge approprié.

Tous les ans, dans le cadre de l'examen de la situation financière, la société évalue la solidité de sa position en capital au moyen de scénarios de crise plausibles, y compris les mesures pour en atténuer les conséquences. Ces scénarios rendent compte des plans d'affaires et du profil de risque de la société.

Au Canada, le BSIF a établi des mesures en matière de suffisance du capital pour les sociétés d'assurance vie constituées sous le régime de la *Loi sur les sociétés d'assurances du Canada* et leurs filiales, mesures dénommées le « Test de suffisance du capital des sociétés d'assurance vie » (« TSAV »). Le BSIF exige que les sociétés d'assurance vie maintiennent un ratio du noyau de capital minimal de 55 % et un ratio minimal total de 90 %. Le BSIF a établi un ratio du noyau de capital cible de surveillance de 70 % et un ratio total cible de surveillance de 100 %.

Aux 31 décembre, le ratio TSAV ci-après était supérieur aux niveaux qui exigeraient des mesures réglementaires ou correctives.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

		2025	2024
Capital disponible (A + B)		373 352 \$	353 647 \$
Capital de catégorie 1	A	315 863	273 989
Capital de catégorie 2	B	57 489	79 658
Provision d'excédent et dépôts admissibles	C	66 528	68 845
Coussin de solvabilité de base	D	211 613	211 547
Ratio total (%)			
([A+B+C] ÷ D) x 100		207,87 %	199,72 %

Autres facteurs liés à la gestion du capital

Le 1^{er} octobre 2021, la société a conclu un accord de coassurance avec sa société mère, la Financière Foresters, pour réassurer un bloc d'affaires sans participation en vigueur, selon une quote-part de 100 %. L'accord a une durée illimitée, mais peut être modifié ou résilié par les deux parties par consentement mutuel à tout moment. Selon les termes de l'accord, la société conservera la responsabilité de la gestion des polices. La transaction a été structurée de telle sorte que la société a cédé les passifs relatifs aux contrats des titulaires de police et a transféré les actifs investis connexes qui couvrent ces passifs.

Se reporter à la note 16 pour obtenir d'autres renseignements sur les transactions comptabilisées au cours de l'exercice.

13. REVENUS D'HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les revenus d'honoraires et autres produits d'exploitation se composent des éléments suivants :

	2025	2024
	\$	\$
Honoraires de gestion liés aux actifs des fonds distincts	165	159
Autres produits d'exploitation	36	970
Total des revenus d'honoraires et des autres produits d'exploitation	201	1 129

Les autres produits d'exploitation tenaient compte d'un produit au titre d'un complément de prix de néant (937 \$ en 2024) relatif à la réalisation d'un objectif en matière de produits par suite de la vente de Gestion d'actifs Foresters inc. (« GAF ») en 2019.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

14. CHARGES

Le tableau suivant présente une répartition des charges selon leur nature :

	2025	2024
	\$	\$
Sinistres et prestations	146 952	146 646
Salaires et allocations	357	32
Honoraires et autres frais	10 518	9 916
Honoraires de gestion	8 770	33 814
Frais de service	173	6 604
Commissions	15 559	40 241
Pertes et reprises de pertes sur contrats déficitaires	20 077	199 409
Dépréciation des immobilisations corporelles	72	29
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 248	2 266
Sous-total	204 726	438 957
Montants attribués aux flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(6 551)	(61 507)
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	25 991	25 021
Total	224 166	402 471
Représenté par les éléments suivants :		
Charges afférentes aux activités d'assurance	218 895	397 377
Autres charges d'exploitation	5 271	5 094
Total des charges d'exploitation	224 166	402 471

15. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

a) Charge d'impôt sur le résultat

L'impôt exigible et l'impôt différé sont pris en compte dans l'impôt sur le résultat de l'état consolidé du résultat global comme suit :

	2025	2024
	\$	\$
Charge d'impôt exigible	1 716	3 028
Charge d'impôt différé		
Relativement à la naissance et au renversement de différences temporaires	3 074	(850)
Variation des différences temporaires déductibles non comptabilisées	1 224	1 870
Ajustements se rapportant à des périodes antérieures	95	(112)
Ajustements liés aux écarts entre les taux d'impôt	10	21
	4 403	929
Total de l'impôt sur le résultat	6 119	3 957

L'impôt payé en trésorerie en 2025 s'est établi à 2 391 \$ (3 407 \$ en 2024). L'impôt reçu en trésorerie en 2025 s'est établi à 1 279 \$, y compris des intérêts de 34 \$ (722 \$, y compris des intérêts de 9 \$ en 2024).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

b) Impôt sur le résultat pris en compte dans les autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global sont présentés déduction faite de l'impôt sur le résultat. Les montants du recouvrement (de la charge) d'impôt sur le résultat suivants ont été inclus dans chaque composant des autres éléments du résultat global :

	2025	2024
	\$	\$
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat afférent aux gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) au titre des régimes d'avantages du personnel	(8)	(3)
	(8)	(3)

c) Rapprochement du taux d'impôt effectif

La charge d'impôt sur le résultat diffère des montants qui auraient été obtenus en appliquant les taux d'impôt prévus par la loi fédérale et provinciale au bénéfice avant impôt pour les raisons suivantes :

	2025		2024	
	\$	%	\$	%
Bénéfice net total (perte nette totale) de l'exercice	15 109		6 233	
Total de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat	6 119		3 957	
Bénéfice (perte) avant l'impôt sur le résultat	21 228		10 190	
Taux d'impôt combiné fédéral et provincial prévu par la loi de l'exercice à l'étude	5 586	26,3	2 681	26,3
Impôts sur le capital	2 946	13,9	2 975	29,2
Montants non assujettis à l'impôt	(863)	(4,1)	(1 102)	(10,8)
Ajustements de la provision d'impôt des périodes antérieures	(1 136)	(5,4)	(74)	(0,7)
Autres ajustements liés aux écarts entre les taux d'impôt	10	—	21	0,2
Impôt différé non comptabilisé	(424)	(2,0)	(560)	(5,5)
Autres impôts	—	—	16	0,2
Taux d'impôt effectif	6 119	28,8	3 957	38,8

d) Impôt sur le résultat différé

Dans certains cas, la valeur fiscale des actifs et des passifs diffère de la valeur comptable figurant dans les états financiers consolidés. Ces différences donneront lieu à des actifs ou des passifs d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs d'impôt exigible par des passifs d'impôt exigible, et si les actifs et les passifs d'impôt différé concernent des impôts prélevés par la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente les actifs et les passifs connexes, qui correspondent aux actifs et passifs d'impôt différé, montant net :

	2025			2024		
	Actif	Passif	Montant net	Actif	Passif	Montant net
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Obligations	—	(13)	(13)	—	(36)	(36)
Immobilisations corporelles	—	(1 295)	(1 295)	—	(860)	(860)
Autres actifs investis	836	—	836	812	—	812
Obligations au titre des avantages du personnel	51	—	51	64	—	64
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	17 399	—	17 399	17 583	—	17 583
Autres passifs	10	—	10	10	—	10
Report en avant de pertes fiscales	9 075	—	9 075	12 904	—	12 904
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	(3)	(3)
Actifs d'impôt différé comptabilisés	27 371	(1 308)	26 063	31 373	(899)	30 474

La variation nette du compte d'impôt différé s'établit comme suit :

	2025	2024
	\$	\$
À l'ouverture de l'exercice	30 474	31 406
Naissance et renversement de différences temporaires	(4 722)	(1 576)
Variation des différences temporaires déductibles non comptabilisées	424	559
Ajustements se rapportant à des périodes antérieures	(95)	109
Ajustements liés aux écarts entre les taux d'impôt	(10)	(21)
Crédits inclus (charges incluses) dans les autres éléments du résultat global	(8)	(3)
À la clôture de l'exercice	26 063	30 474

Les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre des déductions non réclamées reportées en avant dans la mesure où la réalisation des avantages fiscaux futurs par l'intermédiaire des bénéfices imposables futurs est probable.

Des déductions fiscales non réclamées au Canada se chiffrant à 6 998 \$ (6 055 \$ en 2024) n'ont pas été comptabilisées dans les états financiers consolidés, car il est improbable qu'il existe des bénéfices imposables futurs à l'égard desquels ces déductions pourront être imputées. Ces déductions fiscales n'ont pas d'échéance.

Des déductions fiscales non réclamées et des crédits d'impôt non réclamés se chiffrant à 12 641 \$ (12 361 \$ en 2024) n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés, car il est improbable qu'il existe des bénéfices imposables futurs à l'égard desquels ces déductions pourront être imputées. Ces crédits d'impôt non réclamés arrivent à échéance à partir de 2032 jusqu'en 2045.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

16. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La société est une filiale entièrement détenue de la Financière Foresters. Le 2 avril 2008, tous les employés de la société sont devenus des employés de la Financière Foresters. Les salaires, prestations et autres obligations relatives aux avantages futurs des employés de la Financière Foresters travaillant pour la société sont payés par celle-ci. La Financière Foresters fournit diverses fonctions de soutien dans le cours normal des activités, notamment les ressources humaines, l'audit interne, les services juridiques et de conformité, la gestion de placements et les services actuariels. Les coûts de ces services de fonctions de soutien sont facturés à la société d'après l'utilisation qu'elle en fait. En 2025, celle-ci a payé 8 770 \$ à la Financière Foresters (27 364 \$ en 2024) pour ces fonctions de soutien et ces montants sont inclus dans les honoraires de gestion (note 14).

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la société sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entreprise. Les principaux dirigeants sont les administrateurs et les hauts dirigeants de la société.

La rémunération des principaux dirigeants s'est établie comme suit :

	2025	2024
	\$	\$
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1 500	1 501
Avantages postérieurs à l'emploi	113	134
Autres avantages à long terme	210	210
Indemnités pour fin de contrats de travail	—	196
Rémunération totale des principaux dirigeants	1 823	2 041

Transaction de réassurance

Le 1^{er} octobre 2021, la société a conclu un accord de coassurance avec sa société mère, la Financière Foresters, pour réassurer un bloc d'affaires sans participation en vigueur, selon une quote-part de 100 %. En 2025, la société a comptabilisé un profit (perte) avant impôt de (22 108) \$ (104 549 \$ en 2024), qui inclut des produits nets (charges nettes) afférent(e)s aux contrats de réassurance de (26 073) \$ (107 156 \$ en 2024) et des produits financiers (charges financières) d'assurance afférent(e)s aux contrats de réassurance de 3 965 \$ [(2 607 \$) en 2024].

Au 31 décembre 2025, le montant net à payer à la Financière Foresters s'établissait à 12 405 \$ (21 715 \$ en 2024), y compris un montant de 1 183 \$ présenté dans les autres passifs (note 9).

Autres transactions entre parties liées

En 2025, Plan de protection du Canada Inc. (« PPC »), une filiale en propriété exclusive de la Financière Foresters, a facturé à la société des commissions de 13 454 \$ (24 638 \$ en 2024), des frais de service de néant (6 382 \$ en 2024) (note 14) et des honoraires de gestion de néant (6 450 \$ en 2024) (note 14). Au 31 décembre 2025, le montant à payer à (à recevoir de) PPC s'élevait à 436 \$ [(1 498) \$ en 2024].

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

17. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

a) Pratiques de participation conformément aux transactions de réassurance aux fins de prise en charge

i) La Métropolitaine au Canada

Le 30 octobre 2009, la société a acquis des polices d'assurance, des contrats de rente et des certificats de La Métropolitaine au Canada, conformément à une transaction de réassurance aux fins de prise en charge, et elle a accepté de maintenir les pratiques de participation de La Métropolitaine au Canada pour les polices prises en charge.

Le 7 avril 2000, La Métropolitaine, compagnie d'assurance vie (« La Métropolitaine »), alors une mutuelle d'assurance vie, a été convertie en société par actions et est devenue une filiale entièrement détenue de MetLife, Inc., société du Delaware. La conversion était conforme à une ordonnance du New York Superintendent of Insurance qui avait approuvé le plan de restructuration de La Métropolitaine.

Afin de rassurer le New York State Department of Financial Services (« NYSDFS ») que les titulaires de police avec participation de La Métropolitaine seraient traités équitablement après la démutualisation, la division canadienne de La Métropolitaine (la « division de La Métropolitaine ») s'est engagée à verser les participations à ses titulaires de police individuelle productrices de participations conformément aux objectifs suivants :

- pour l'assurance vie ordinaire et populaire, la participation relative aux résultats de mortalité a été établie au niveau 2000 du barème des participations, les charges de participation ont été établies au niveau 2000 du barème des participations indexé sur l'inflation et les taux d'intérêt sur participations sont ajustés selon la moyenne mobile de 10 ans du taux des obligations du gouvernement du Canada de 10 ans, moins un ajustement pour les taxes;
- les engagements au titre des polices d'assurance maladie individuelles et des rentes individuelles ne devraient donner lieu à aucune participation.

Ces polices productrices de participations ont été acquises par La Métropolitaine au Canada le 2 janvier 2006 auprès de la division de La Métropolitaine lors du rapatriement, puis par la société, le 30 octobre 2009. Bien qu'elles ne correspondent pas à la définition légale de « polices à participation » et qu'elles n'étaient pas considérées comme des polices à participation de La Métropolitaine au Canada, celle-ci a convenu avec le BSIF, au moment du rapatriement, d'honorer les engagements que la division de La Métropolitaine avait pris envers le New York State Insurance Department (« NYSID ») à l'égard de ces polices productrices de participations. Ces polices ne seront pas non plus considérées comme étant des polices à participation par la société en vertu de la Loi, mais la société a à son tour convenu de maintenir la politique et les pratiques de participation de La Métropolitaine au Canada à l'égard des polices qu'elle a acquises.

ii) La Prudentielle

Le 31 juillet 2006, la société a acquis auprès de la Prudentielle d'Amérique, Compagnie d'Assurance (la « Prudentielle »), des polices d'assurance, conformément à une transaction de réassurance aux fins de prise en charge, et elle a accepté de maintenir les pratiques de participations de la Prudentielle pour les polices acquises.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le 18 décembre 2001, la Prudentielle, alors une mutuelle d'assurance, a été convertie en société par actions. Lors de la démutualisation, un bloc fermé d'affaires canadiennes a été établi avec le transfert d'actifs spécifiques afin de garantir les obligations canadiennes des polices d'assurance vie. Les participations ont alors été calculées d'après l'expérience de ce bloc fermé.

Puisque l'exposition au risque des résultats des affaires émergentes variera du fait que la taille du bloc fermé d'affaires canadiennes continuera à diminuer, au début de 2006, la Prudentielle a demandé à l'organisme de réglementation du New Jersey de résilier le bloc fermé d'affaires canadiennes. Afin de préserver les attentes raisonnables des titulaires de police à l'égard des participations, une formule à trois facteurs a été élaborée pour calculer les participations futures. Les facteurs reflètent :

- les résultats de mortalité du secteur, avec garantie des améliorations annuelles sur les taux de mortalité au cours des 8 prochaines années;
- l'intérêt gagné sur le fonds appliqué sur les 23 prochaines années selon une moyenne mobile des taux d'intérêt en vigueur sur les obligations du gouvernement du Canada de 10 ans;
- un niveau de charges fixe.

L'organisme de réglementation du New Jersey a accepté le changement à la condition que les attentes raisonnables des titulaires de police soient protégées par la nouvelle formule de calcul des participations. Ces polices ne seront pas non plus considérées comme étant des polices à participation par la société en vertu de la Loi, mais la société a à son tour convenu de maintenir la politique et les pratiques de participation de la Prudentielle à l'égard des polices qu'elle a acquises.

	Passifs relatifs aux polices acquises – La Prudentielle	
	2025	2024
	\$	\$
Individuelle Vie	72 916	76 410
Total	72 916	76 410

b) Dans le cours normal des affaires, la société conclut des contrats donnant lieu à des obligations dont la date de paiement et le montant sont établis selon des ententes. Aux 31 décembre 2025 et 2024, la société n'avait aucune obligation contractuelle ni aucun engagement.

La société se porte garante de certaines exigences en matière de frais de gestion annuels pour un tiers. La direction a estimé qu'il n'existe aucune obligation financière, car la probabilité de ne pas atteindre le seuil prédéterminé est faible.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

18. PASSIFS ÉVENTUELS

À l'occasion, dans le cours de ses activités, la société et ses filiales sont désignées à titre de défenderesses dans le cadre d'actions en dommages-intérêts et de prétendus coûts encourus par les requérants. Selon l'information connue à l'heure actuelle, on ne s'attend pas à ce que les poursuites en cours, prises individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable importante sur l'état consolidé de la situation financière de la société.

19. PRINCIPALES FILIALES

Le tableau suivant présente l'information relative aux seules filiales de la société consolidées dans les présents états financiers.

Désignation	Pays de constitution	Principales activités	Propriété et contrôle (en %)	
			31 décembre 2025	31 décembre 2024
Genisystems.ca Services Inc.	Canada	Services d'assurance	100	100

20. INFORMATIONS COMPARATIVES

Certains chiffres comparatifs ont été ajustés ou reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice à l'étude.

789 Don Mills Road
Toronto (Ontario) Canada
M3C 1T9

Tél : 800-444-3043

foresters.com

Financière
Foresters 

Assuris

Foresters, compagnie d'assurance vie est membre d'Assuris (Société canadienne d'indemnisation pour les assurances de personne). Assuris administre le régime de protection fourni aux titulaires de contrat des sociétés membres. Nous recommandons aux titulaires actuels et potentiels de consulter le site d'Assuris au <http://www.assuris.ca> ou de lire la brochure d'Assuris pour obtenir plus de renseignements et connaître l'étendue de la couverture. 414857 FR (04/26)